



PREFECTURE CALVADOS

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 3 - JANVIER 2014**

# SOMMAIRE

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE

### Délégation Territoriale du Calvados

Arrêté N °2014009-0006 - ARRETE PREFECTORAL DU 9 JANVIER 2014 PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 22 JUILLET 1985 PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE LA SOURCE DE LA FONTAINE PREVOST (OU DE LA COUR LAUNAY) A NOTRE- DAME DE COURSON ET LEVANT LES SERVITUDES QUI S'Y RATTACHENT .....	1
Décision N °2014010-0001 - DECISION DU 10 JANVIER 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES « AMBULANCES BOUQUEREL » (LES ANNEXES SONT CONSULTABLES A L'ARS- DT 14) .....	5
Décision N °2014010-0002 - DECISION DU 10 JANVIER 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES « AMBULANCES CROIX BLEUE » (LES ANNEXES SONT CONSULTABLES A L'ARS- DT 14) .....	8
Décision N °2014010-0003 - DECISION DU 10 JANVIER 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES « HOUIVET- CAUMONT AMBULANCES » (LES ANNEXES SONT CONSULTABLES A L'ARS- DT 14) .....	11
Décision N °2014014-0006 - DECISION DU 14 JANVIER 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL .....	14

## DÉLÉGATIONS ET SUBDÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

Arrêté N °2014014-0005 - ARRETE DE DELEGATION DU 14 JANVIER 2014 DE LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS A DES FONCTIONNAIRES PLACES SOUS SON AUTORITE .....	17
Arrêté N °2014014-0007 - Arrêté du 14 janvier 2014 portant délégation de signature à Monsieur Patrice JEZEQUEL, directeur adjoint chargé des affaires financières , du contrôle de gestion, du système d'information et des parcours patients .....	19
Arrêté N °2014014-0008 - Arrêté du 14 janvier 2014 portant délégation de signature dans le cadre de l'intérim de direction à Monsieur Patrice JEZEQUEL, directeur adjoint chargé des affaires financières , du contrôle de gestion, du système d'information et des parcours patients .....	22
Décision N °2014002-0004 - DECISION DRFIP DE BASSE NORMANDIE DU 2 JANVIER 2014 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE GENERALE ET AU POLE GESTION PUBLIQUE. ....	25

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS

### Pôle Politique de la Ville et Egalité des Chances

Arrêté N °2014007-0003 - ARRETE PREFECTORAL DU 7 JANVIER 2014 PORTANT FIXATION DE LA LISTE DES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAIEURS ET DES DELEGUES .....	36
---	----



## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS**

### **Service Habitat Construction**

Arrêté N °2014009-0005 - ARRETE DU 9 JANVIER 2014 PORTANT SUR LA VENTE DE LOGEMENTS HLM APPARTENANT A LA SA HLM LA PLAINE NORMANDE SIS RUE EDMOND ROUILLIE ET RUE MARIE THERESE TURGIS 14602 HONFLEUR .....	43
---	----

### **Service Urbanisme, Déplacements, Risques**

Arrêté N °2014010-0004 - ARRETE PREFECTORAL DU 10 JANVIER 2014 APPROUVANT LE NOUVEAU REGLEMENT DE SECURITE DE L'EXPLOITATION (RSE) DU RESEAU DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION DE CAEN DANS SON EDITION D'OCTOBRE 2013 VERSION 3 .....	46
---	----

## **PREFECTURE DU CALVADOS**

### **DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES, DE LA COORDINATION ET DU DEVELOPPEMENT**

Arrêté N °2014009-0003 - ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES DU 09 JANVIER 2014 CONCERNANT LA SOCIETE DES DEPOTS DE PETROLES COTIERS (DPC) A MONDEVILLE .....	49
Arrêté N °2014009-0004 - ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES DU 09 JANVIER 2014 CONCERNANT LA SOCIETE LES COMBUSTIBLES DE NORMANDIE (LCN) A MONDEVILLE .....	59



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n ° 2014009-0006**

**signé par**  
**Jean- Bernard BOBIN, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados**

**le 09 Janvier 2014**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE**  
**Délégation Territoriale du Calvados**  
**Département Santé Publique et Environnementale**

ARRETE PREFECTORAL DU 9 JANVIER  
2014 PORTANT ABROGATION DE  
L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU  
22 JUILLET 1985 PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES  
DE PROTECTION DE LA SOURCE DE LA  
FONTAINE PREVOST (OU DE LA COUR  
LAUNAY) A NOTRE- DAME DE  
COURSON ET LEVANT LES  
SERVITUDES QUI S'Y RATTACHENT

PREFET DU CALVADOS

**Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie  
Délégation Territoriale du Calvados  
Santé Publique et Environnementale**

**ARRETE PREFECTORAL DU 9 JANVIER 2014  
PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 22 JUILLET 1985 PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE  
LA SOURCE DE LA FONTAINE PREVOST (OU DE LA COUR LAUNAY) A NOTRE-DAME DE COURSON  
ET LEVANT LES SERVITUDES QUI S'Y RATTACHENT**

-----  
Le Préfet de la Région de Basse Normandie,  
Préfet du Calvados  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 210-1, L211-1 à L211-11, L 214-1 à L 214-10 et L 215-13, L 216-1 à L 216-16, R 211-48 à 53, R 211-75 à R 211-93, R 214-1 à R 214-56, D 216-1 à D 216-6, R 216-7 à R 216-16,

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L 11-1 à L11-9 et R 11-1 à R 11-31,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-10, L 1324-1 à L 1324-4, L 1324-1B, R 1321-1 à R 1321-63, D1321 -67 à D 1321-68, R 1324-1 à R 1324-6,

**VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 126-1, R 126-1 et R 126-3,

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

**VU** les délibérations du Comité du syndicat de Meulles Friardel en date du 6 avril 2012 et du 3 avril 2013 demandant la levée des servitudes instituées par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1985 déclarant d'utilité publique la création des périmètres de protection de la source de la Fontaine Prévost (ou de la Cour Launay), à Notre-Dame de Courson

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 28 décembre 2012,

VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 21 novembre 2013,

**Considérant** que, compte-tenu de la qualité des eaux brutes du captage, l'exploitation de la source de la Fontaine Prévost (ou de la Cour Launay) à Notre-Dame de Courson à des fins de consommation humaine a dû être arrêtée en juillet 2005,

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados,

## ARRETE

### ARTICLE 1

**L'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 1985 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection** de la source de la Fontaine Prévost (ou de la Cour Launay) à Notre-Dame de Courson - indice national de classement : 0147/8X/0021, appartenant à la commune de Notre-Dame de Courson et exploité en dernier lieu par le syndicat de Meulles Friardel **est abrogé** par le présent arrêté.

Les servitudes liées à la mise en place de ces périmètres de protection sont levées.

### ARTICLE 2

Le présent arrêté sera :

- affiché pour une période de 1 mois à la porte de la mairie de Notre-Dame de Courson ou tout autre lieu habituel d'affichage. Une attestation d'exécution de cette formalité sera adressée au Préfet du Calvados,
- notifié par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des propriétaires de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux,
- publié à la Conservation des Hypothèques du Département du Calvados dans un délai de trois mois après la signature du présent arrêté,
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados également accessible sur le site internet de la Préfecture du Calvados ([www.calvados.pref.gouv.fr](http://www.calvados.pref.gouv.fr)) lequel devra être mis à disposition du public pendant un an au moins.

Le maître d'ouvrage transmet dans un délai de 6 mois après la signature du Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- l'attestation d'affichage
- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'inscription aux hypothèques

### ARTICLE 3

La levée des servitudes instituées par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1985 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection de la source de la Cour Prévost (ou de la Cour Launay) devra être suivie d'une mise à jour des documents d'urbanisme de la commune de Notre-Dame de Courson dans un délai de trois mois.

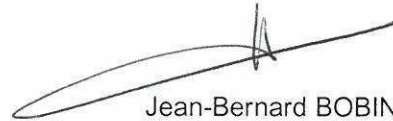
#### ARTICLE 4

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie leur sera adressée pour information :

- M. le Préfet du Département du Calvados - Bureau de l'Environnement,
- M. le Sous-Préfet de LISIEUX
- M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Meulles Friardel
- Monsieur le Maire de Notre-Dame de Courson,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
- M le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie.

Fait à CAEN, le - 9 JAN. 2014

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Jean-Bernard BOBIN





PREFECTURE CALVADOS

## **Décision n ° 2014010-0001**

**signé par**  
**Françoise AUMONT, Directrice déléguée territoriale du Calvados, Pour le Directeur Général**  
**de l'Agence Régionale de Santé**

**le 10 Janvier 2014**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE**  
**Délégation Territoriale du Calvados**  
**Département Santé Publique et Environnementale**

DECISION DU 10 JANVIER 2014  
PORTANT MODIFICATION DE  
L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE  
TRANSPORTS SANITAIRES  
TERRESTRES « AMBULANCES  
BOQUEREL » (LES ANNEXES SONT  
CONSULTABLES A L'ARS- DT 14)

**AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE**  
Délégation Territoriale du Calvados

**DECISION PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS  
SANITAIRES TERRESTRES SARL "TAXI AMBULANCES BOUQUEREL"**

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE**

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6311-1 à L.6313-1 et R.6312-1 à R.6314-6 ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 février 2009 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2004 portant agrément **sous le n° 14.168** de l'entreprise de transports sanitaires

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2006 relatif au changement de gérance de la SARL "**TAXI AMBULANCES BOUQUEREL**";

**VU** la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le directeur de la délégation territoriale de CALVADOS en date du 1er octobre 2013 ;

**VU** le bail commercial des nouveaux locaux du siège social sis Zone Expansia –Lieu-dit Les Sentes-14700 FALAISE et la vérification effectuée sur les installations matérielles et le personnel en date du 19 novembre 2013 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté du 19 octobre 2006 susvisé est modifié comme suit :

L'entreprise de transports sanitaires terrestres "**TAXI AMBULANCES BOUQUEREL**" (SARL) est agréée sous le n° **14.168**, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Le siège social est implanté Zone Expansia –Lieu-dit Les Sentes-14700 FALAISE.

L'entreprise est gérée par Monsieur Jean-Christophe RAULT.

**ARTICLE 2** : Les éléments pris en considération pour l'octroi de l'agrément figurent à l'annexe de la présente décision. Toute modification apportée à un ou plusieurs des éléments inscrits dans l'annexe jointe devra être signalée, sans délai et par écrit, avec pièces justificatives à l'appui, à Monsieur le Directeur

**ARTICLE 3 :** Les implantations doivent strictement répondre à la réglementation régissant les conditions d'agrément et de fonctionnement des entreprises de transports sanitaires terrestres, tant en ce qui concerne les normes et l'affectation des véhicules utilisés que le nombre et la qualification des personnels spécifiquement attachés à l'implantation.

**ARTICLE 4 :** En cas de manquement aux obligations fixées par les articles R 6312-1 et suivants du code de la Santé Publique, l'agrément peut être retiré temporairement ou sans limitation de durée, par décision motivée de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie, dans les conditions définies aux articles R.6313-6 et R.6313-7 du code de la Santé Publique.

**ARTICLE 5 :** La présente décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux intéressés ou de l'exécution des formalités de publicité pour les tiers :

1) d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie sise 2 Place Jean Nouzille 14050 CAEN CEDEX 4

2) d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la santé – DGOS – Bureau des Affaires Juridiques – 14 avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07.

3) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif sis 3 rue Arthur LEDUC 14050 CAEN Cedex 4

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai franc de deux mois après la notification d'une décision expresse ou implicite de rejet.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévues à l'article 1635 Q du Code Général des Impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général Adjoint de l'agence régionale de santé de Basse -Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux intéressés, aux caisses chargées du versement des ressources d'assurance maladie, à l'association de transports sanitaires d'urgence du Calvados, au service d'aide médicale urgente du Calvados, et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados. *cla*

Fait à CAEN, le

10 JANV 2014

P/Le Directeur Général de l'ARS Basse-Normandie,

La Directrice Déléguée Territoriale du Calvados,



Françoise AUMONT



PREFECTURE CALVADOS

## **Décision n ° 2014010-0002**

**signé par**  
**Françoise AUMONT, Directrice déléguée territoriale du Calvados, Pour le Directeur Général**  
**de l'Agence Régionale de Santé**

**le 10 Janvier 2014**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE**  
**Délégation Territoriale du Calvados**  
**Département Santé Publique et Environnementale**

DECISION DU 10 JANVIER 2014  
PORTANT MODIFICATION DE  
L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE  
TRANSPORTS SANITAIRES  
TERRESTRES « AMBULANCES CROIX  
BLEUE » (LES ANNEXES SONT  
CONSULTABLES A L'ARS- DT 14)

**AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE  
Délégation Territoriale du Calvados**

**DECISION PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS  
SANITAIRES TERRESTRES "AMBULANCES CROIX BLEUE"**

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE**

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6311-1 à L.6313-1 et R.6312-1 à R.6314-6 ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 février 2009 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 22 janvier 2004 portant agrément **sous le n° 14.167** de l'entreprise de transports sanitaires SARL "**AMBULANCES CROIX BLEUE**" ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 août 2004 relatif au transfert du siège social au 129 bis avenue Georges Clémenceau 14000 CAEN ;

**VU** la décision du 23 novembre 2012 relative à la vente de l'implantation « **AMBULANCES DU LITTORAL** » (SARL 14 **AMBULANCES**) sise 114 rue Gambetta à Ouistreham au profit de la SARL « **AMBULANCES CROIX BLEUE** » ;

**VU** la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le directeur de la délégation territoriale de CALVADOS en date du 1er octobre 2013 ;

**VU** le bail commercial des nouveaux locaux du siège social sis ZAC de l'Avenir-Porte Océane, 3 Rond-point Royal Norfolk 14550 BLAINVILLE SUR ORNE et la vérification effectuée sur les installations matérielles et le personnel en date du 19 novembre 2013 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté du 23 août 2004 susvisé est modifié comme suit :

L'entreprise de transports sanitaires terrestres "**AMBULANCES CROIX BLEUE**" (SARL) est agréée sous le n° **14.167**, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Le siège social est implanté ZAC de l'Avenir-Porte Océane, 3 Rond-point Royal Norfolk 14550 BLAINVILLE SUR ORNE

L'entreprise est gérée par Monsieur Christophe VUILLAUMIE.

**ARTICLE 2 :** Les éléments pris en considération pour l'octroi de l'agrément figurent à l'annexe de la présente décision. Toute modification apportée à un ou plusieurs des éléments inscrits dans l'annexe jointe devra être signalée, sans délai et par écrit, avec pièces justificatives à l'appui, à Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie, Espace Claude Monet, place Jean Nouzille -BP 95226-14052 CAEN CEDEX 4.

**ARTICLE 3 :** Les implantations doivent strictement répondre à la réglementation régissant les conditions d'agrément et de fonctionnement des entreprises de transports sanitaires terrestres, tant en ce qui concerne les normes et l'affectation des véhicules utilisés que le nombre et la qualification des personnels spécifiquement attachés à l'implantation.

**ARTICLE 4 :** En cas de manquement aux obligations fixées par les articles R 6312-1 et suivants du code de la Santé Publique, l'agrément peut être retiré temporairement ou sans limitation de durée, par décision motivée de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie, dans les conditions définies aux articles R.6313-6 et R.6313-7 du code de la Santé Publique.

**ARTICLE 5 :** La présente décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux intéressés ou de l'exécution des formalités de publicité pour les tiers :

1) d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie sise 2 Place Jean Nouzille 14050 CAEN CEDEX 4

2) d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la santé – DGOS – Bureau des Affaires Juridiques – 14 avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07.

3) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif sis 3 rue Arthur LEDUC 14050 CAEN Cedex 4

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai franc de deux mois après la notification d'une décision expresse ou implicite de rejet.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévues à l'article 1635 Q du Code Général des Impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général Adjoint de l'agence régionale de santé de Basse -Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux intéressés, aux caisses chargées du versement des ressources d'assurance maladie, à l'association de transports sanitaires d'urgence du Calvados, au service d'aide médicale urgente du Calvados, et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados. *clb*

Fait à CAEN, le **10 JAN. 2014**

P/Le Directeur Général de l'ARS Basse-Normandie,

La Directrice Déléguée Territoriale du Calvados,



Françoise AUMONT

— Agence régionale de santé de Basse-Normandie  
— Délégation territoriale départementale du Calvados  
— Espace Claude Monet - 2 place Jean Nouzille - CS 55035  
— 14050 CAEN Cedex 4  
Standard : 02 31 70 96 96  
courriel : [ars-dt14-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-dt14-direction@ars.sante.fr)

Les services de l'ARS disposent de traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe non transmissibles à des tiers. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Correspondant Informatique et Liberté : Estelle DEL PINO TEJEDOR (T. 02.31.70.96.85 / [estelle.del-pino-tejedor@ars.sante.fr](mailto:estelle.del-pino-tejedor@ars.sante.fr))



PREFECTURE CALVADOS

## **Décision n ° 2014010-0003**

**signé par**  
**Françoise AUMONT, Directrice déléguée territoriale du Calvados, Pour le Directeur Général**  
**de l'Agence Régionale de Santé**

**le 10 Janvier 2014**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE**  
**Délégation Territoriale du Calvados**  
**Département Santé Publique et Environnementale**

DECISION DU 10 JANVIER 2014  
PORTANT MODIFICATION DE  
L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE  
TRANSPORTS SANITAIRES  
TERRESTRES « HOUIVET- CAUMONT  
AMBULANCES » (LES ANNEXES SONT  
CONSULTABLES A L'ARS- DT 14)

AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE  
Délégation Territoriale du Calvados

**DECISION PORTANT MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS  
SANITAIRES TERRESTRES "SARL HOUIVET-CAUMONT AMBULANCES"**

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DE BASSE-NORMANDIE**

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.6311-1 à L.6313-1 et R.6312-1 à R.6314-6 ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

**VU** le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 février 2009 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2005 portant agrément **sous le n° 14.171** de l'entreprise de transports sanitaires "**SARL HOUIVET- CAUMONT AMBULANCES**" ;

**VU** la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le directeur de la délégation territoriale de CALVADOS en date du 1er octobre 2013 ;

**VU** le bail commercial des nouveaux locaux du siège social sis 6 Z.A de l'Ancienne Gare -Route de Torigni 14240 CAUMONT L EVENTE et la vérification effectuée sur les installations matérielles et le personnel en date du 19 novembre 2013 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté du 17 février 2005 susvisé est modifié comme suit :

L'entreprise de transports sanitaires terrestres "**SARL HOUIVET- CAUMONT AMBULANCES**" est agréée sous le n° **14.171**, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Le siège social est implanté. 6 Z.A de l'Ancienne Gare -Route de Torigni- 14240 CAUMONT L EVENTE  
L'entreprise est gérée par Madame Yaelle HOUIVET.

**ARTICLE 2** : Les éléments pris en considération pour l'octroi de l'agrément figurent à l'annexe de la présente décision. Toute modification apportée à un ou plusieurs des éléments inscrits dans l'annexe jointe devra être signalée, **sans délai et par écrit**, avec pièces justificatives à l'appui, à Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie, Espace Claude Monet, place Jean Nouzille -BP 95226-14052 CAEN CEDEX 4.



**ARTICLE 3 :** Les implantations doivent strictement répondre à la réglementation régissant les conditions d'agrément et de fonctionnement des entreprises de transports sanitaires terrestres, tant en ce qui concerne les normes et l'affectation des véhicules utilisés que le nombre et la qualification des personnels spécifiquement attachés à l'implantation.

**ARTICLE 4 :** En cas de manquement aux obligations fixées par les articles R 6312-1 et suivants du code de la Santé Publique, l'agrément peut être retiré temporairement ou sans limitation de durée, par décision motivée de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie, dans les conditions définies aux articles R.6313-6 et R.6313-7 du code de la Santé Publique.

**ARTICLE 5 :** La présente décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux intéressés ou de l'exécution des formalités de publicité pour les tiers :

1) d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'ARS de Basse-Normandie sise 2 Place Jean Nouzille 14050 CAEN CEDEX 4

2) d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la santé – DGOS – Bureau des Affaires Juridiques – 14 avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07.

3) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif sis 3 rue Arthur LEDUC 14050 CAEN Cedex 4

En cas de recours gracieux ou hiérarchique, le recours contentieux peut être présenté dans un délai franc de deux mois après la notification d'une décision expresse ou implicite de rejet.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévues à l'article 1635 Q du Code Général des Impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général Adjoint de l'agence régionale de santé de Basse -Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée aux intéressés, aux caisses chargées du versement des ressources d'assurance maladie, à l'association de transports sanitaires d'urgence du Calvados, au service d'aide médicale urgente du Calvados, et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados. *Ca*

Fait à CAEN, le 10 JAN. 2014

P/Le Directeur Général de l'ARS Basse-Normandie,

La Directrice Déléguée Territoriale du Calvados,



Françoise AUMONT

— Agence régionale de santé de Basse-Normandie  
— Délégation territoriale départementale du Calvados  
— Espace Claude Monet - 2 place Jean Nouzille - CS 55035  
14050 CAEN Cedex 4  
Standard : 02 31 70 96 96  
courriel : [ars-dt14-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-dt14-direction@ars.sante.fr)

Les services de l'ARS disposent de traitements constitués à des fins d'information ou de communication externe non transmissibles à des tiers. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Correspondant Informatique et Liberté : Estelle DEL PINO TEJEDOR (T. 02.31.70.96.85 / [estelle.del-pino-tejedor@ars.sante.fr](mailto:estelle.del-pino-tejedor@ars.sante.fr))



PREFECTURE CALVADOS

## **Décision n ° 2014014-0006**

**signé par**  
**Pierre- Jean LANCRY, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-**  
**Normandie**

**le 14 Janvier 2014**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE**  
**Délégation Territoriale du Calvados**  
**Département Santé Publique et Environnementale**

DECISION DU 14 JANVIER 2014  
PORTANT MODIFICATION DE  
L'AUTORISATION DE DISPENSER A  
DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE  
MEDICAL

**DECISION DU 14 JANVIER 2014  
PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE  
A USAGE MEDICAL**

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE**

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.5125-16 et L.5125-17 ;

**VU** le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

**VU** le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de Monsieur Pierre Jean LANCRY en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie ;

**VU** la décision du 24 février 2011 du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie portant autorisation d'ouvrir un établissement secondaire d'activité de dispensation d'oxygène à usage médical à domicile concernant le site de rattachement de la société CALEA FRANCE, situé à ETERVILLE (14930) 9 rue de l'Intendance, ZA de l'Intendance ;

**VU** la demande du 18 novembre 2013 de Monsieur Philippe FOURMAUX, Directeur général délégué de la société LINDE HOMECARE FRANCE à SAINT-PRIEST (69800) 523 cours du troisième Millénaire, enregistrée le 25 novembre 2013 à l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie concernant la fusion de la société CALEA FRANCE à ETERVILLE avec la société LINDE HOMECARE FRANCE à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le site de rattachement de la société CALEA FRANCE situé à ETERVILLE (14930) 9 rue de l'Intendance, ZA de l'Intendance, se nomme désormais « LINDE HOMECARE FRANCE ».

**ARTICLE 2** : Le reste de l'autorisation est inchangé.

**ARTICLE 3** : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration.

**ARTICLE 4** : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**ARTICLE 5** : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** : La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif – 3 rue Arthur le Duc BP 25086 14050 CAEN CEDEX 4

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévues à l'article 1635 Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

**ARTICLE 7** : Le Directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et du calvados.

Fait à Caen, le 14 JAN. 2014

Le Directeur général de l'ARS Basse-Normandie



Pierre Jean LANCERY



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n °2014014-0005**

**signé par**  
**Evelyne PAMBOU, Directrice départementale de la Cohésion Sociale**

**le 14 Janvier 2014**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS**  
**Direction**

ARRETE DE DELEGATION DU 14  
JANVIER 2014 DE LA DIRECTRICE  
DEPARTEMENTALE DE LA COHESION  
SOCIALE DU CALVADOS A DES  
FONCTIONNAIRES PLACES SOUS SON  
AUTORITE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CALVADOS

**Arrêté de délégation de la Directrice Départementale  
de la Cohésion Sociale du Calvados  
à des fonctionnaires placés sous son autorité**

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010 nommant Mme Evelyne PAMBOU, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

VU le décret 87-716 du 28 août 1987 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs, notamment son article 4,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Délégation est donnée à M. Patrick GALAND, directeur adjoint, pour délivrer les brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur d'accueils collectifs de mineurs (BAFA) et signer l'ensemble des actes y afférents.

**Article 2** – Cette délégation peut également être exercée par Mme Patricia JEHANNE, conseillère d'éducation populaire et de jeunesse, responsable du pôle jeunesse, sports et vie associative, et M. Sébastien BORREL, inspecteur jeunesse et sports.

**Article 3** - La directrice départementale de la cohésion sociale et les fonctionnaires délégués concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à CAEN, le 14 janvier 2014

La Directrice Départementale  
de la Cohésion Sociale,

Evelyne PAMBOU



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n ° 2014014-0007**

**signé par**  
**Anselme KERFOURN, Directeur**

**le 14 Janvier 2014**

**CENTRE HOSPITALIER ROBERT BISSON A LISIEUX**

arrêté portant délégation de signature à  
Monsieur Patrice JEZEQUEL, directeur  
adjoint chargé des affaires financières, du  
contrôle de gestion, du système d'information  
et des parcours patients

**DECISION N° 2014-01**  
**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

Le Directeur du Centre Hospitalier Robert Bisson de LISIEUX, représentant légal de l'établissement,

Vu le Code de la santé publique,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2013 nommant Monsieur Patrice JEZEQUEL en qualité de Directeur-Adjoint au Centre Hospitalier R. BISSON de Lisieux et de Pont l'Evêque

D E C I D E :

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Monsieur Patrice JEZEQUEL, Directeur-Adjoint, est chargé de la Direction des affaires financières, du contrôle de gestion, du système d'information et des parcours patients.

ARTICLE 2<sup>ème</sup> - Délégation est donnée à Monsieur Patrice JEZEQUEL pour signer, dans la limite de ses attributions, tous courriers, attestations et actes, à l'exception des pièces administratives destinées aux Autorités de tutelle, ministérielles et préfectorales.

ARTICLE 3<sup>ème</sup> - En application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, la présente délégation de signature peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 4<sup>ème</sup> - Les dispositions de la présente décision prennent effet à compter de la réception par le secrétariat de la direction d'un exemplaire original visé par le délégataire. Elles prendront fin, au plus tard, en même temps que le mandat du délégant ou du délégataire. Elles abrogent toute décision antérieure de délégation de signature au bénéfice du même délégataire.

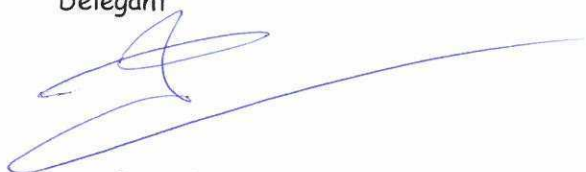
ARTICLE 5<sup>ème</sup> - La présente décision de délégation de signature fera l'objet d'une publicité dans l'établissement et sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.



Fait à LISIEUX, le 14 janvier 2013

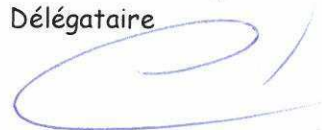
Exemplaires de signatures autorisées :

Le Directeur  
Délégué



Anselme KERFOURN

Le Directeur-Adjoint  
Délégué



Patrice JEZEQUEL

Destinataires : Monsieur le Receveur municipal de LISIEUX ; Dossier ; Affichage



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n ° 2014014-0008**

**signé par**  
**Anselme KERFOURN, Directeur**

**le 14 Janvier 2014**

**CENTRE HOSPITALIER ROBERT BISSON A LISIEUX**

arrêté portant délégation de signature dans le cadre de l'intérim de direction à Monsieur Patrice JEZEQUEL, directeur adjoint chargé des affaires financières, du contrôle de gestion, du système d'information et des parcours patients

**DECISION N° 2014-02  
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
DANS LE CADRE DE L'INTERIM**

Le Directeur du Centre Hospitalier Robert Bisson de LISIEUX, représentant légal de l'établissement,

Vu l'article L 6143-7 du Code de la Santé Publique,

Vu l'article D 6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu l'article R 6143-38 du Code de la Santé Publique,

Vu le visa de la DDASS du Calvados concernant la proposition d'agent chargé de l'intérim,

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2013 nommant Monsieur Patrice JEZEQUEL en qualité de Directeur-Adjoint au Centre Hospitalier R. BISSON de Lisieux et de Pont l'Evêque

**D E C I D E :**

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Délégation est donnée à Monsieur Patrice JEZEQUEL, est chargé de la Direction des affaires financières, du contrôle de gestion, du système d'information et des parcours patients, pendant les périodes d'absences pour congés annuels ou déplacements professionnels du Directeur :

- pour signer tous actes, attestations, décisions et pièces administratives destinées aux autorités de tutelle, ministérielles et préfectorales, compatibles avec ses fonctions de comptable matière,

ARTICLE 2<sup>ème</sup> - En application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, la présente délégation de signature peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 3<sup>ème</sup> - Les dispositions de la présente décision prennent effet à compter de la réception par le secrétariat de la direction d'un exemplaire original visé par le délégataire. Elles prendront fin, au plus tard, en même temps que le mandat du délégant ou du délégataire. Elles abrogent toute décision antérieure de délégation de signature au bénéfice du même délégataire.

ARTICLE 4<sup>ème</sup> - La présente décision de délégation de signature fera l'objet d'une publicité dans l'établissement et sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à LISIEUX, le 14 janvier 2013

Exemplaires de signatures autorisées :

Le Directeur  
Délégué



Anselme KERFOURN

Le Directeur-Adjoint  
Délégué



Patrice JEZEQUEL

Destinataires : Monsieur le Receveur municipal de LISIEUX ; Dossier ; Affichage



PREFECTURE CALVADOS

## **Décision n ° 2014002-0004**

**signé par**  
**Bernard HOUTEER, administrateur général des finances publiques, directeur régional des**  
**finances publiques de la région Basse- Normandie et du département du Calvados**

**le 02 Janvier 2014**

### **DÉLÉGATIONS ET SUBDÉLÉGATIONS DE SIGNATURE**

DECISION DRFIP DE BASSE  
NORMANDIE DU 2 JANVIER 2014  
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
GENERALE ET AU POLE GESTION  
PUBLIQUE.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA REGION BASSE NORMANDIE  
ET DU DEPARTEMENT DU CALVADOS  
7 Bd BERTRAND  
14034 CAEN CEDEX  
Téléphone : 02 31 38 34 00

Caen, le 2 janvier 2014

M. Bernard HOUTEER  
Administrateur général des Finances publiques  
Directeur régional de la Région Basse Normandie  
et du département du Calvados  
Mél : bernard.houteer@dgifp.finances.gouv.fr

## Délégations de signature au 2 janvier 2014

L'Administrateur général, Directeur régional des Finances publiques de la Région Basse-Normandie et du département du Calvados,

- Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la Direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la Direction générale des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
- Vu l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la Direction régionale des finances publiques de Basse Normandie et du département du Calvados ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu le décret du 21 mai 2013 portant nomination de M. Bernard HOUTEER, Administrateur général des Finances publiques, en qualité de Directeur régional de la Région de Basse-Normandie et du département du Calvados ;
- Vu l'installation de M. Bernard HOUTEER le 1<sup>er</sup> juin 2013 dans les fonctions de Directeur régional des Finances publiques de la Région Basse Normandie et du département du Calvados ;

### DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Délégation générale de signature est donnée à :

\*Mme Danielle MOLIA, Administratrice des Finances publiques, Directrice du pôle gestion publique, qui reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent, sous réserve des restrictions expressément prévues par la réglementation. Elle est autorisée à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

\*M. Thierry TENAILLEAU, Administrateur des Finances publiques, Directeur du pôle fiscal, qui reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent, à l'exclusion, toutefois, des actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 18 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 et sous réserve des restrictions expressément prévues par la réglementation. Il est autorisé, en outre, à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

\*M. Charles NOTTEBART, Administrateur des Finances publiques, Directeur du pôle Pilotage et Ressources, qui reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent, à l'exclusion, toutefois, des actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 18 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 et sous réserve des restrictions expressément prévues par la réglementation. Il est autorisé, en outre, à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

## **I Au titre du pôle gestion publique**

**ARTICLE 2** : Délégation générale de signature est également donnée à :

\*M. Michel GIRONDEL, Administrateur des Finances publiques adjoint, Responsable de la division des missions domaniales,

\*Mme Marie -Josèphe LARIEUX, Administratrice des Finances publiques adjointe, Responsable de la division du secteur public local,

\*Mme Magalie BERAST, Administratrice des Finances publiques adjointe, Responsable de la division Etat, et en charge de l'intérim de la division de l'expertise et de l'action économiques et financières,

qui reçoivent les mêmes pouvoirs généraux, à condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part et de celle du Responsable du pôle gestion publique, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

Les délégataires, visés au présent article, sont autorisés à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

**ARTICLE 3** : Délégation spéciale est donnée

***Au titre de la division Etat, à :***

\*Mme Nadia AUBRY, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques, Adjointe de la Responsable de la division Etat, à l'effet de signer, en l'absence de son responsable de division ou du responsable de pôle, tous documents relatifs aux activités et à la gestion de cette division,

***Au titre de la division de l'expertise et de l'action économiques et financières, à :***

\* M. Bertrand DALLERAC, Inspecteur divisionnaire des Finances publiques, Adjoint de la responsable de la division par intérim, à l'effet de signer, en l'absence de sa responsable de division ou du responsable de pôle, tous documents relatifs aux activités et à la gestion de cette division, y compris les états NOTI2.

*Au titre de la division du secteur public local, à :*

\* Mme Annie CALVEZ, Inspectrice Divisionnaire des Finances publiques hors classe, adjointe de la responsable de division, à l'effet de signer :

- seule ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même, tous documents ou courriers relevant de son activité
- en l'absence du Responsable du pôle de gestion publique ou de la Responsable de la division du secteur public local, tous documents relatifs aux activités de cette division.

ARTICLE 4 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre de la division de l'expertise et de l'action économiques et financières, à :*

\* Mme Nadia BORGIALI, M.Rémy DAISY, Mme Sophie DESVILLETES-CORNEC Inspecteurs des Finances publiques, chargés de mission

À l'effet de signer :

- seuls ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même , tous documents ou courriers relevant de leur activité,
- en l'absence du responsable du pôle gestion publique, du responsable par intérim de la division de l'expertise et de l'action économiques et financières et de son adjoint, tous documents relatifs aux activités de cette division.

*Au titre du service des analyses financières des collectivités et établissements publics locaux , à :*

\*Mme Diane GRILLET et Melle Loraine PILLU, Inspectrices des Finances publiques, chargées de mission

à l'effet de signer :

- seules ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même , tous documents ou courriers ayant trait à leur service
- en l'absence du Responsable du pôle de gestion publique, de la Responsable de la division du secteur public local ou de son adjoint, tous documents relatifs aux activités de ce service

ARTICLE 5 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du service gestion des collectivités et établissements publics locaux, à :*

\* Mme Sonia PIMOR, Inspectrice des Finances publiques, Responsable du service

à l'effet de signer, seule ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même , tous documents ou courriers relatifs à l'activité de son service.



Elle reçoit également, dans les mêmes conditions, délégation pour viser les plans de contrôle hiérarchisé de dépenses proposés par les comptables et les comptes de gestion sur chiffres appuyés de leurs pièces annexes.

\* M.Christophe BARBEY, Contrôleur principal des Finances publiques, Mme Marie-Noëlle ROBLES, Contrôleuse principale, et Mme Christine TEYSSÉDRE Contrôleuse principale, reçoivent les mêmes pouvoirs à condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de leur chef de service.

ARTICLE 6: Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du service de la fiscalité directe locale, à :*

\*Mmes Christine DE LOYNES D'ESTREE, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques et Muriel MATICHARD, Inspectrice des Finances publiques,

à l'effet de signer, seules ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même, tous documents ou courriers relatifs à l'activité de leur service.

\*Mme Corinne LESUEUR, Contrôleuse principale des Finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs à condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de leur part, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers .

ARTICLE 7 : Délégation spéciale est donnée

*Au titre du service du conseil aux collectivités et établissements publics locaux, à :*

\*Mme Lydie FLEURY, Inspectrice des Finances publiques, chargée de mission

à l'effet de signer, seule ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même tous documents ou courriers relatifs à l'activité de son service.

ARTICLE 8 : Délégation spéciale est donnée

*Au titre de l'activité de correspondant dématérialisation/ monétique, à :*

\*M. Stéphane ROUSSEAU, Inspecteur des Finances publiques, chargé de mission,

\*M. Gilles SOUFFLAND, Inspecteur des Finances publiques, chargé de mission,

\*Melle Muriel MOISAN, Inspectrice des Finances publiques, chargée de mission,

à l'effet de signer, seul ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même, tous documents ou courriers relatifs à leur activité.

ARTICLE 9 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du service Liaison Rémunérations, à :*

\* Mme Marie-Claude GRAS Inspectrice des Finances publiques, Responsable du service ,

à l'effet de valider dans VIR, et de signer, seule ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même, tous documents ou courriers relatifs à la gestion de son service,

\* M Patrice REGEREAU, Contrôleur principal des Finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs.

\* Mme Monique COTELLE, Contrôleuse principale des Finances publiques, et M. Bernard LESAGE, Contrôleur des Finances publiques, reçoivent délégation spéciale pour signer, dans la limite de leurs attributions, tous documents ou courriers relatifs à l'activité du service.

ARTICLE 10 : Délégation spéciale est donnée

*Au titre du service de la Dépense (y compris SFACT - service facturier), à :*

\*Mme Muriel BOUVIER, Inspectrice des Finances publiques, Responsable du service

à l'effet de valider dans VIR, de signer tous documents ou courriers relatifs à l'activité et à la gestion courantes de son service, et d'accepter les significations par huissiers de justice, les cessions ou oppositions sur dépense de l'Etat assignées sur la Direction régionale des finances publiques de Basse-Normandie et du département du Calvados:

\* Mme Isabelle PIQUION, Contrôleuse principale des Finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs,

\* Mlle Catherine VISQUENEL, Contrôleuse des Finances publiques, reçoit les mêmes pouvoirs hors validation VIR,

\* Mme Véronique ABADIE reçoit pouvoir de valider dans VIR.

ARTICLE 11 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du service Comptabilité, à :*

\* M Hervé RICHARD, Inspecteur des Finances publiques, Responsable du service

à l'effet de valider dans VIR, et de signer tous documents ou courriers relatifs à l'activité et à la gestion courante de son service, y compris les moyens de règlement sur le compte du Trésor à la Banque de France et de la Banque Postale et les documents y afférents,

\* M. Philippe DUBOIS, Contrôleur principal des Finances publiques, ainsi que Mme Josiane CORDIER, Contrôleuse des Finances publiques, reçoivent les mêmes pouvoirs à condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de leur chef de service, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

\* M. Olivier LEMONNIER, Agent administratif principal des Finances publiques, reçoit délégation spéciale à l'effet de signer les déclarations de recettes ; M. Jean-Michel AUPIAIS, Mme Marie-Pierre BAUE, Mme Anne BOUQUEREL, M. Philippe BEAUX Agents Administratifs principaux des Finances publiques, Melle Sophie CHALOUPE, Melle Isabelle BONHEURE, Mme Sandrine CHARDON, Mme Valérie GUERIN- KOWARSKY, Contrôleuses des Finances publiques reçoivent les mêmes pouvoirs.

ARTICLE 12 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du service du recouvrement des produits divers - amendes - taxes d'urbanisme et d'aménagement et de la comptabilité du recouvrement, à :*

\* Mme Catherine MAGUET, Inspectrice des Finances publiques, Responsable du service

à l'effet de signer, seule ou concurremment avec mes autres mandataires ou moi-même, tous documents ou courriers relatifs à l'activité et la gestion courantes de son service, à l'exclusion des remises gracieuses mais y compris les différents actes de poursuites, les octrois de délais limités à un an, et les états NOTI2 .

\* Mme Catherine MAGUET reçoit procuration permanente pour me représenter devant les Tribunaux au titre du recouvrement de tous les produits divers et pour effectuer des déclarations de créances.

\*Mme Karen PIET-THIEBAULT, Contrôleuse principale des Finances publiques, chargée de la cellule comptabilité du recouvrement reçoit délégation spéciale de signature pour signer, dans la limite de ses attributions, tous documents ou courriers relatifs à son activité

\* Melle Isabelle LECOINTE, Agent administratif principal des Finances publiques, affectée à la cellule comptabilité du recouvrement, est autorisée à signer, dans la limite de ses attributions, tous documents ou courriers relatifs à son activité.

\* Mme Isabelle BLEVIN, Contrôleuse des Finances publiques, chargée du recouvrement, reçoit pouvoir de signer, dans la limite de ses attributions, tous documents ou courriers relatifs à son activité, les états NOTI2 et les octrois de délais limités à 3 mois pour les produits divers.

\* Mme Marie BICEP, Contrôleuse des Finances publiques et Mme Laetitia BOUET, Agent administratif principal des Finances publiques, affectées au secteur recouvrement, sont autorisées à signer, dans la limite de leurs attributions, les documents et courriers relatifs à leur activité, ainsi que les octrois de délais limités à 3 mois.

AUTORISATIONS

\* M. Franck BERCERON et M. Guillaume PETIOT, Contrôleurs des Finances publiques sont autorisés à signer, au nom du Responsable de service, les correspondances et tous autres documents relatifs aux affaires du Service Liaison Recouvrement.

ARTICLE 13 : Délégation spéciale est donnée :

*Au titre du pôle Dépôts et services financiers, à :*

\* M. Yannick LE GRATIET, Inspecteur des Finances publiques, responsable du pôle et titulaire par ailleurs de la délégation de M. HOUTEER, préposé de la Caisse des Dépôts et Consignations du Calvados,

à l'effet de signer tous documents ou courriers relatifs à l'activité et à la gestion courante de son pôle.

Il reçoit par ailleurs délégation pour signer tous documents ou courriers relatifs à l'activité du responsable des clientèles, en cas d'absence de ce dernier.

\* Mme Lydia DAVOU et Mme Isabelle HAYS Contrôleuses principales des Finances publiques, reçoivent les mêmes pouvoirs hors activité du responsable des clientèles, pour ce qui concerne l'activité Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), à condition de n'en faire usage qu'en cas d'absence de leur chef de service sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

\* Mme Marie-Andrée MARCINKOWSKI, Contrôleuse principale des Finances publiques et Mme Françoise WARTHMAN, Contrôleuse des Finances publiques, reçoivent les mêmes pouvoirs, hors activité du responsable des clientèles, pour ce qui concerne l'activité dépôts de fonds au Trésor et portefeuille, à condition de n'en faire usage qu'en cas d'absence de leur chef de service, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

ARTICLE 14 : Délégation spéciale est donnée à :

\* M. Jean-Luc AUBRY, Inspecteur des Finances publiques, Responsable des Clientèles ;

à l'effet de signer tous documents ou courriers relatifs à son activité, ainsi que les états NOTI2.

## **II Au titre de la mission Politique immobilière de l'Etat**

ARTICLE 15 : Délégation générale de signature est donnée à :

\*M. Alain CUIEC, Administrateur général des Finances publiques, Responsable régional de la politique immobilière de l'Etat, qui reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui se rattachent au pôle immobilier régional de l'Etat. Il est autorisé à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

ARTICLE 16 : Délégation spéciale est donnée à :

\*M. Yves BARON, Inspecteur principal des Finances publiques, adjoint au Responsable du pôle immobilier régional de l'Etat, à l'effet de signer les correspondances et tous autres documents relatifs aux affaires de ce pôle.

## **III Au titre de la Mission départementale Risques et Audit, pour la partie audit :**

ARTICLE 17: Délégation spéciale de signature est donnée à :

- \* M. Michel DIEDER Inspecteur principal des Finances publiques, auditeur,
- \* M. Thomas GENDRON, Inspecteur principal des Finances publiques, auditeur,
- \* Mlle Candice HOLLEY , Inspectrice principale des Finances publiques, auditrice,
- \* M Sébastien FONTAINE, Inspecteur principal des Finances publiques, auditeur .

pour tous les actes, documents ou courriers relatifs aux affaires se rattachant à la Mission

ARTICLE 18: Délégation spéciale de signature est donnée à :

- \* M. Alain CHAPRON, Inspecteur des Finances publiques,
- \* M.Christophe TREBAOL Inspecteur des Finances publiques,

à l'effet de procéder aux remises de services des comptables, agents comptables et régisseurs dont l'installation relève de la responsabilité du Directeur régional des Finances publiques de la Région Basse Normandie et du département du Calvados.

#### **IV Au titre de la Mission départementale Risques et Audit**

ARTICLE 19: Délégation générale de signature est donnée à :

\* M. Christophe DE VLIEGER Administrateur des Finances publiques, Responsable de la mission départementale Risques et Audit , qui reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent à l'exclusion, toutefois, des actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 18 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012. Il est autorisé à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

ARTICLE 20: Délégation spéciale est donnée à :

\*M.Jean-Michel DELAFONTAINE, Inspecteur divisionnaire des Finances publiques, adjoint au Responsable de la mission ,

\*M.Jean-Philippe VIAL, Inspecteur des Finances publiques, affecté à la Cellule de qualité comptable,

à l'effet de signer les correspondances et tous autres documents relatifs aux affaires de la mission ainsi que les états NOT12.

## V Au titre de la mission Communication

ARTICLE 21: Délégation générale de signature est donnée à :

\* M Dominique REGEARD, Inspecteur principal des Finances publiques, Responsable de la mission Communication, qui reçoit mandat de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs aux affaires qui se rattachent à la mission de communication.

ARTICLE 22: Délégation spéciale est donnée à :

\*Mme Aline ROUALO, Contrôleuse principale des Finances publiques, à l'effet de signer les correspondances et tous autres documents relatifs aux affaires de la mission Communication.

## VI DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 23: La présente décision prend effet le 2 janvier 2014, elle abroge les décisions antérieures rendues par le Directeur régional des Finances publiques de la Région Basse-Normandie et du département du Calvados.

ARTICLE 24 : Mme Danielle MOLIA, MM. Thierry TENAILLEAU, Charles NOTTEBART et Christophe DE VLIEGER sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département du Calvados.

Fait à Caen, le 2 janvier 2014.

L'Administrateur général,  
Directeur régional des finances publiques de la  
Région Basse-Normandie et du département du  
Calvados,



Bernard HOUTEER





PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n °2014007-0003**

**signé par**  
**Jean- Bernard BOBIN, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados**

**le 07 Janvier 2014**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS**  
**Pôle Politique de la Ville et Egalité des Chances**  
**Service Accès aux Droits - Egalité des Chances**

ARRETE PREFECTORAL DU 7 JANVIER  
2014 PORTANT FIXATION DE LA LISTE  
DES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA  
PROTECTION DES MAJEURS ET DES  
DELEGUES AUX PRESTATIONS  
FAMILIALES





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU CALVADOS

Direction Départementale  
De la Cohésion Sociale du Calvados  
Pôle Politique de la Ville et Egalité des Chances  
Service Egalité des Chances

### ARRETE PREFECTORAL PORTANT FIXATION DE LA LISTE DES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DES DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES

LE PREFET DE LA REGION BASSE-NORMANDIE  
PREFET DU CALVADOS  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45,
- VU** le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 portant autorisation du service « mandataires judiciaires à la protection des majeurs » de l'Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 portant autorisation du service « mandataires judiciaires à la protection des majeurs » de l'Union Départementale des Associations Familiales du Calvados modifié par l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2011 portant modification de la capacité d'autorisation de fonctionnement du service « mandataires judiciaires à la protection des majeurs » de l'Union Départementale des Associations Familiales du Calvados
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 portant autorisation du service « mandataires judiciaires à la protection des majeurs » et de l'Association Tutélaire des Majeurs Protégés du Calvados
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 portant autorisation du service « mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial » de l'Union Départementale des Associations Familiales du Calvados
- VU** l'arrêté préfectoral portant fixation de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales du 17 décembre 2012
- VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Basse-Normandie 2010-2014

**SUR PROPOSITION** de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup>

La liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataires judiciaires à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi établie pour le département du Calvados :

#### 1° Tribunal d'Instance de CAEN

##### 1.1 Personnes morales gestionnaires de services :

- Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ACSEA), 61 route de Port en Bessin - 14400 BAYEUX
- Association Tutélaire des Majeurs Protégés du Calvados, 16 allée verte vallée - 14000 CAEN
- Union Départementale des Associations Familiales du Calvados, 49 rue de Lion sur Mer - 14000 CAEN

##### 1.2 Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme Clotilde ALLAIN, 13 bis route du Taillis, 50680 MOON SUR ELLE
- Mme Brigitte BANNIER-CAUDEVILLE, 31 rue des Hauts Prés -14800 TOUQUES
- M. Claude BATAILLE, 2 rue du Docteur Pecker – BP 89 - 14008 CAEN Cedex
- Mme Catherine BEDOUELLE, 24 allée de la Verte Vallée, 14000 CAEN
- Mme Frédérique BENOIT-BOULIER, BP 20, 14780 LION SUR MER
- Mme Martine BERARD, 71 route Lilletot, 27500 FOURMETOT
- Mme Stéphanie CALIOT, BP 10064, 14390 CABOURG
- Mme Laëtitia EMBARECK, 57 rue Félix Faure, 50120 EQUEURDREVILLE HAINNEVILLE
- Mme Marinette FEUILLET, 1 rue de la Cavée – 14210 AMAYE SUR ORNE
- M. Emmanuel LEROY, 217 bis rue des Ecuyers, 50000 SAINT-LO
- Mme Nathalie LOISEAU, 8 rue de la Juridiction – 14400 BAYEUX
- Mme Nadine MARIE, 9 route du Pont du Coudray, 14220 MUTRECY
- M. Alain PRUDHOMME, 415 grande rue, 14880 HERMANVILLE SUR MER
- Mme Annie SCHWOB, 28 rue Camille Saint Saens, 14100 LISIEUX

##### 1.3 Personnes physiques exerçant en qualité de préposés d'établissement :

- Mme Elisabeth RHANDOUR, Centre Hospitalier Universitaire, avenue de la Côte de Nacre, 14033 CAEN Cedex 9
- Mme Annie HAMON, regroupement pour le Centre Hospitalier de BAYEUX, le Syndicat Inter-hospitalier du Bessin, le Centre Hospitalier d'AUNAY SUR AUDON et l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Jeanne Bacon de VILLERS BOCAGE, 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
- Mme Amélie LEFEBVRE, Etablissement Public de Santé Mentale de Caen, 15 ter rue St Ouen, B.P. 223, 14012 CAEN CEDEX
- Mme Catherine MESNIL, Centre Hospitalier de Falaise, Boulevard des Bercagnes, BP 59, 14700 FALAISE

## 2° Tribunal d'Instance de LISIEUX

### 2.1 Personnes morales gestionnaires de services :

- Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ACSEA), 61 route de Port en Bessin - 14400 BAYEUX
- Association Tutélaire des Majeurs Protégés du Calvados, 16 allée verte vallée - 14000 CAEN
- Union Départementale des Associations Familiales du Calvados, 49 rue de Lion sur Mer 14000 CAEN

### 2.2 Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme Brigitte BANNIER CAUDEVILLE, 31 rue des hauts prés, 14800 TOUQUES
- Mme Catherine BEDOUELLE, 24 allée de la Verte Vallée, 14000 CAEN
- Mme Frédérique BENOIT-BOULIER, BP 20, 14780 LION SUR MER
- Mme Martine BERARD, 71 route Lilletot, 27500 FOURMETOT
- Mme Stéphanie CALIOT, BP 10064, 14390 CABOURG
- Mme Marie-Laure DELBARRE, 24 boulevard Sainte Anne, 14100 LISIEUX
- Mme Laëtitia EMBARECK, 57 rue Félix Faure, 50120 EQUEURDREVILLE HAINNEVILLE
- Mme Nadine MARIE, 9 route du Pont de Coudray, 14220 MUTRECY
- Mme Annie MORISON, 52 rue du stade André Salesse, 14640 VILLERS SUR MER
- Mme Annie SCHWOB, 28 rue Camille Saint Saens, 14100 LISIEUX

### 2.3 Personnes physiques et services préposés d'établissement :

- Mme Marinette LEBON, Centre Hospitalier de Pont l'évêque, 9 rue de Brossard - 14130 Pont l'Évêque
- Mme Martine DUQUENEL, Centre Hospitalier de LISIEUX, 4 rue Roger Aini, 14100 LISIEUX
- Mme Amélie LEFEBVRE, Etablissement Public de Santé Mentale de Caen, 15 ter rue St Ouen, B.P. 223, 14012 CAEN CEDEX

## 3° Tribunal d'Instance de VIRE

### 3.1 Personnes morales gestionnaires de services :

- Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ACSEA), 61 route de Port en Bessin - 14400 BAYEUX
- Association Tutélaire des Majeurs Protégés du Calvados, 16 allée verte vallée - 14000 CAEN
- Union Départementale des Associations Familiales du Calvados, 49 rue de Lion sur Mer - 14000 CAEN

### 3.2 Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme Clotilde ALLAIN, 13 bis route du Taillis, 50680 MOON SUR ELLE
- M. Claude BATAILLE, 2 rue du Docteur Pecker, BP 89, 14008 CAEN Cedex
- Mme Frédérique BENOIT-BOULIER, BP 20, 14780 LION SUR MER
- Mme Laëtitia EMBARECK, 57 rue Félix Faure, 50120 EQUEURDREVILLE HAINNEVILLE
- Mme Marinette FEUILLET, 1 rue de la Cavée, 14210 AMAYE SUR ORNE
- M. Emmanuel LEROY, 217 bis rue des Ecuysers, 50000 SAINT-LO
- Mme Nathalie LOISEAU, 8 rue de la Juridiction, 14400 BAYEUX
- Mme Nadine MARIE, 9 route du Pont du Coudray, 14220 MUTRECY

### 3.3 Personnes physiques et services préposés d'établissement :

- Mme Véronique LEREBOURG, Centre Hospitalier de VIRE et Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées de SAINT-SEVER, 4 rue Emile Desvaux, 14504 VIRE Cedex
- Mme Annie HAMON, regroupement pour le Centre Hospitalier de BAYEUX, le Syndicat Inter-hospitalier du Bessin, le Centre Hospitalier d'AUNAY SUR AUDON et l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Jeanne Bacon de VILLERS BOCAGE, 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
- Mme Marie-Christine BRARD, EHPAD de CONDE S/NOIREAU, 87 rue St Martin, 14110 CONDE S/NOIREAU

## **ARTICLE 2**

La liste des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi établie pour le département du Calvados :

Tribunaux d'Instance du département

- Personnes morales gestionnaires de services :

- Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ACSEA), 61 route de Port en Bessin - 14400 BAYEUX
- Association Tutélaire des Majeurs Protégés du Calvados, 16 t allée verte vallée - 14000 CAEN
- Union Départementale des Associations Familiales du Calvados, 49 rue de Lion sur Mer - 14000 CAEN

## **ARTICLE 3**

La liste des personnes habilitées pour être désignées par les juges en qualité de délégués aux prestations familiales est ainsi établie pour le département du Calvados :

Tribunaux d'Instance du département

- Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales du Calvados, 49 rue de Lion sur Mer - 14000 CAEN

## **ARTICLE 4**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral portant fixation de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales du 17 décembre 2012.

## **ARTICLE 5**

Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de CAEN ;
- au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de LISIEUX ;
- au juge des tutelles du Tribunal d'Instance de CAEN ;
- au juge des tutelles du Tribunal d'Instance de VIRE ;
- au juge des tutelles du Tribunal d'Instance de LISIEUX ;
- au juge des enfants du Tribunal de Grande Instance de CAEN.

## **ARTICLE 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif de Caen dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également, dans ce délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des solidarités et de la cohésion sociale. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans un délai de deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration vaut décision implicite de rejet à l'issue de ce délai). En cas d'exercice successif d'un recours gracieux puis d'un recours hiérarchique ce délai de deux mois n'est reporté qu'une fois.

Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due par la partie qui introduit une instance devant les juridictions - A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans demande de régularisation préalable.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

## **ARTICLE 8**

Le Secrétaire Général de la préfecture et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 27 JAN. 2014

Le Préfet de la Région Basse-Normandie,  
Préfet du Calvados  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Jean-Bernard BOBIN





PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n °2014009-0005**

**signé par  
Jocelyn DUBUC, responsable de l'unité Logement Social**

**le 09 Janvier 2014**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS  
Service Habitat Construction**

ARRETE DU 9 JANVIER 2014 PORTANT  
SUR LA VENTE DE LOGEMENTS HLM  
APPARTENANT A LA SA HLM LA  
PLAINE NORMANDE SIS RUE EDMOND  
ROUILLIE ET RUE MARIE THERESE  
TURGIS 14602 HONFLEUR



PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER

/ 9 JAN. 2014

**ARRÊTÉ DU  
PORTANT SUR LA VENTE DE LOGEMENTS HLM  
APPARTENANT A LA SA HLM LA PLAINE NORMANDE  
SIS « RUE EDMOND ROUILLIE ET RUE MARIE THERESE TURGIS » -14602 HONFLEUR**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE-NORMANDIE  
LE PRÉFET DU CALVADOS  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L443.7, L443-8, L443-11, L443-12, L443-13, R443-14 et L 443-15-6 relatifs aux dispositions applicables aux cessions, aux transformations d'usage et aux démolitions d'éléments du patrimoine immobilier,

**VU** la circulaire n°87.81 du 1<sup>er</sup> octobre 1987 modifiée par la circulaire du 4 août 1994 relative à la cession d'éléments du patrimoine immobilier,

**VU** la demande d'autorisation de la société HLM **La Plaine Normande** de vendre 44 logements individuels et collectifs sis « rue Edmond Rouillie et rue Marie Thérèse Turgis » à **HONFLEUR** au profit des bénéficiaires désignés par l'article 443-11 du code de la construction et de l'habitation.

**VU** l'arrêté en date du 6 septembre 2013 portant délégation de signature à Jocelyn DUBUC, chef de l'Unité du Logement Social.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré **La Plaine Normande** est autorisée à vendre 44 logements situés à **HONFLEUR** "rue Edmond Rouillie et rue Marie Thérèse Turgis" au profit des bénéficiaires désignés par l'article 443-11 du code de la construction et de l'habitation..

**ARTICLE 2** : Le prix de vente devra respecter les limites posées par l'article L 443-12 du Code de la Construction et de l'habitation en vue de l'accession à la propriété.

**ARTICLE 3** : Pour le bon suivi du dossier, une attestation de signature de l'acte devra être remise à nos services après chaque vente afin de constater le déconventionnement du logement vendu et d'effectuer la mise à jour de la convention APL. Le courrier est à envoyer à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Habitat et Construction  
**M.DUBUC** Unité du logement Social  
10, boulevard du Général Vanier  
CS 75224  
14052 Caen Cedex 4



**ARTICLE 4 :** Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados, par intérim, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le / 9 JAN. 2014

Pour le Préfet et par délégation  
Le chef de l'Unité du Logement Social



Jocelyn DUBUC



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n ° 2014010-0004**

**signé par**  
**Michel LALANDE, Préfet de la Région Basse- Normandie, Préfet du Calvados**

**le 10 Janvier 2014**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS**  
**Service Urbanisme, Déplacements, Risques**

ARRETE PREFECTORAL DU 10 JANVIER  
2014 APPROUVANT LE NOUVEAU  
REGLEMENT DE SECURITE DE  
L'EXPLOITATION (RSE) DU RESEAU DE  
TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION DE  
CAEN DANS SON EDITION D'OCTOBRE  
2013 VERSION 3



PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction/AGC

**ARRETE PREFECTORAL**  
**approuvant le nouveau règlement de sécurité de l'exploitation (RSE) du réseau de tramway de**  
**l'agglomération de Caen dans son édition d'octobre 2013 version 3.**

**Le Préfet de la Région Basse-Normandie,**  
**Préfet du Calvados,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'ordre National du Mérite**

- Vu** le Code des transports ;
  - Vu** le décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 modifié, relatif à la sécurité des transports publics guidés et notamment ses articles 28 à 30 ;
  - Vu** l'arrêté du 23 mai 2003 modifié, relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés urbains et notamment son article 6 et son annexe 5 ;
  - Vu** l'arrêté modificatif n° 6 en date du 13 février 2013 modifiant l'arrêté n° 197 CAB du 15 novembre 2002 autorisant la mise en exploitation commerciale de la ligne n° 1 du TVR de l'agglomération caennaise ;
  - Vu** la circulaire d'application du 9 décembre 2003 relative à la sécurité des systèmes de transport public guidés d'application du décret n° 2003-425 susvisé ;
  - Vu** le courrier de Viacités du 3 juillet 2013 adressé au préfet du Calvados, et sollicitant l'approbation de RSE modifié ;
  - Vu** le règlement de sécurité de l'exploitation (RSE) du réseau de tramway de l'agglomération de Caen dans son édition du 20 décembre 2012 version 2, établi par l'exploitant Keolis Caen et transmis par courrier de Viacités du 3 juillet 2013 susvisé ;
  - Vu** l'avis technique du bureau Nord Ouest du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) du 24 juillet 2013 et 2 décembre 2013.
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Calvados.

**ARRETE**

- Article 1** Le règlement de sécurité de l'exploitation du réseau de tramway de l'agglomération de Caen dans son édition d'octobre 2013 version 3 est approuvé.
- Article 2** L'exploitation commerciale sera réalisée dans le strict respect de cette seule version du règlement de sécurité de l'exploitation (RSE) approuvé, qui se substitue à la précédente version du RSE.

- Article 3** Tout événement notable lié à la sécurité survenant en exploitation sur ce réseau devra être porté à la connaissance des services de l'État dans les conditions prévues par l'article 39 du décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 susvisé, les articles 12.1 à 12.4 du présent RSE et selon les modalités arrêtées conjointement entre les exploitants, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) et le bureau Nord-ouest du STMTG.
- Article 4** Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Caennaise (VIACITES), le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados, le Directeur de la Compagnie des Transports de l'Agglomération Caennaise (TWISTO), le Président de la société concessionnaire de travaux publics STVR, le Président de la Communauté d'Agglomération de Caen la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours et au Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Caen, le 30 JAN. 2014



Michel LALANDE



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n °2014009-0003**

**signé par**  
**Jean- Bernard BOBIN, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados**

**le 09 Janvier 2014**

**PREFECTURE DU CALVADOS**  
**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES, DE LA COORDINATION ET DU**  
**DEVELOPPEMENT**  
**Bureau de l'Environnement et du Développement Durable**

ARRETE DE PRESCRIPTIONS  
COMPLEMENTAIRES DU 09 JANVIER  
2014 CONCERNANT LA SOCIETE DES  
DEPOTS DE PETROLES COTIERS (DPC) A  
MONDEVILLE



## PREFET DU CALVADOS

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE BASSE-NORMANDIE

### UNITE TERRITORIALE DU CALVADOS

SB/HS/ - 2013.- A 808

### ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

-----  
**Société DPC**

-----  
**Commune de MONDEVILLE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BASSE-NORMANDIE,  
LE PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

-----

**VU** le Code de l'environnement, notamment les titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties législative et réglementaire du livre V ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 4 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 autorisant la société des DEPOTS DE PETROLES COTIERS (DPC) à exploiter un dépôt de stockage de liquides inflammables sur le territoire de la commune de MONDEVILLE ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2008 autorisant la société des DEPOTS DE PETROLES COTIERS (DPC) à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de stockage de liquides inflammables sur le territoire de la commune de MONDEVILLE ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2011 relatif à l'instruction de l'étude de dangers remise par la société DPC pour son site de stockage d'hydrocarbures située sur le territoire de la commune de Mondeville ;

**VU** l'étude sur les mesures de réduction du risque proposées par DPC dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques par courrier du 16 novembre 2012 complétée les 4 mars, 25 avril et 17 octobre 2013 ;

**VU** l'analyse critique de l'étude visée supra et référencée PSN-RES/SA2I/2013-11 ;

**VU** le rapport de l'Inspection de l'Environnement du 29 novembre 2013 ;

**VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Calvados, lors de sa réunion du 17 décembre 2013 ;

**CONSIDERANT** les termes de l'article R.512-31 du Code de l'environnement qui disposent que des arrêtés complémentaires peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

**CONSIDERANT** que l'examen de l'étude de réduction du risque susvisée proposées par DPC conduit à la prescription de mesures complémentaires nécessaires à la limitation des risques générés par l'établissement ;

**CONSIDERANT** l'importance particulière des dangers de l'installation notamment de certains phénomènes accidentels de la société DPC pour lesquels les conséquences humaines et environnementales dépasseraient les limites de l'établissement ;

**CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du dépôt de liquides inflammables de la société des DEPOTS DE PETROLE COTIERS (DPC) et la nécessité de disposer des données nécessaires à la mise à jour de la cartographie des aléas ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> -

La société des DEPOTS DE PETROLES COTIERS, dont le siège social est situé 76 rue d'Amsterdam à PARIS (75009), est autorisée à poursuivre l'exploitation du dépôt de stockage d'hydrocarbures, sis 51 rue Gaston Lamy, sur la commune de Mondeville sous réserve du respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2002 modifié et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2011, complétés et modifiés par les dispositions suivantes :

### ARTICLE 2 - TUYAUTERIES

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011 est remplacé par :

«

En vertu des principes définis par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susmentionné et en particulier son article 54, les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine une canalisation à l'intérieur du dépôt doivent être contenues de façon appropriée sur le site.

En dehors des périodes de transferts, les vannes de pied de bac (entrée et sortie) et les vannes d'arrivée de produits depuis le terminal TRAPIL sont fermées. L'exploitant prend les dispositions permettant de vérifier lors de rondes, la fermeture effective de ces vannes. Pour les tuyauteries d'arrivée provenant de TRAPIL, l'exploitant dispose d'un report de l'état (ouverture/fermeture) des vannes. Une convention entre DPC et TRAPIL est établie prévoyant la fermeture des vannes de transfert en dehors de opérations de remplissage et les opérations de maintenance et de test.

Pendant les opérations de transfert (alimentation par pipeline TRAPIL, transferts de bac à bac ou vers les postes de chargement), une surveillance est conduite afin de détecter toute fuite et stopper le transfert en cours pour arrêter la fuite. Le débit d'alimentation en essence des réservoirs est limité à 800 m<sup>3</sup>/h.

Pour les tuyauteries d'alimentation reliant le terminal TRAPIL aux réservoirs, les tuyauteries de soutirage reliant les réservoirs à la pomperie et les tuyauteries de transfert de réservoir à réservoir, situées en dehors des cuvettes de rétention des réservoirs d'hydrocarbures, l'exploitant met en place sur tout leur tracé un caniveau (génératrice supérieure des tuyauteries en dessous du plan de débordement du caniveau y afférent). Le volume global du caniveau doit permettre de contenir une fuite d'une durée minimale de 60 minutes. Pour l'estimation du volume, une taille de fuite équivalente à minima à 33 % du diamètre de la tuyauterie pourra être retenue. Ce caniveau doit être compartimenté de manière à limiter la surface d'épandage des hydrocarbures. Les dimensions du caniveau et des compartiments doivent respecter les caractéristiques fournies dans le dossier de l'exploitant communiqué par courriers datés du 16 novembre 2012, 4 mars et 25 avril 2013. **Ces dispositions sont applicables au 31 décembre 2016.**

Les phénomènes dangereux d'UVCE/Flash-fire associés aux tuyauteries en caniveau :

- ne génèrent pas de distances d'effets supérieures par type d'effets et par seuils d'effets à celles estimées par l'IRSN (Tierce expertise du plan de réduction des risques proposé par la société DPC dans le cadre de l'élaboration du PPRT de son dépôt de Mondeville référencée PSN-RES/SA2I/2013-11) pour ces mêmes tuyauteries,
- maintiennent l'acceptabilité des risques des installations du site selon les critères de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études des dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- ne modifient pas la cartographie des aléas en dehors du site telle qu'annexée au présent arrêté.

Si nécessaire, l'exploitant met en place les mesures de maîtrise des risques complémentaires appropriées pour atteindre cet objectif. En cas de mise en place d'un confinement complémentaire des hydrocarbures tant liquides que vapeurs, celui-ci doit être permanent. Le retrait ou l'ouverture partielle de ce dernier ne peut être réalisé qu'en dehors des périodes de transfert d'hydrocarbures dans les

- 3/9 -



tuyauteries. Cette opération est alors encadrée par une procédure spécifique et par un permis délivré par une personne dûment habilitée et désignée par l'exploitant. **En cas de nécessité de mettre en place des mesures de maîtrise des risques complémentaires, ces dernières sont installées et rendues opérationnelles avant le 31 décembre 2016. L'exploitant remet avant le 31 décembre 2014 l'étude justifiant le choix des mesures de maîtrises des risques à ajouter ou démontrant, le cas échéant, la suffisance de celles déjà en place.**

Les caniveaux et les tuyauteries sont équipés d'une chaîne de sécurité permettant de limiter la quantité de produit épandu en cas de fuite.

Cette chaîne de sécurité est composée au moins de deux détecteurs d'hydrocarbures de technologies différentes par compartiment de caniveau. Ces détecteurs sont positionnés de façon à pouvoir détecter dans les meilleurs délais toutes fuites d'hydrocarbures et ce, quel que soit son débit. Pour les transferts de produits de catégorie B, sur détection de deux détecteurs d'hydrocarbures d'un compartiment ou sur défaillance de l'un et sollicitation de l'autre sont déclenchées une alarme auprès de l'exploitant et de la société TRAPIL et la fermeture d'un organe de sectionnement en entrée et en sortie de réservoirs. Pour les transferts de produits de catégorie C, sur détection d'un détecteur d'hydrocarbures liquides est déclenchée une alarme auprès de l'exploitant et de la société TRAPIL et la fermeture d'un organe de sectionnement en entrée et en sortie de réservoirs. Pour ce qui concerne l'alimentation des réservoirs, l'organe de fermeture peut être un clapet anti-retour non asservi à une détection de fuite.

L'exploitant prend les dispositions en interne et auprès de la société TRAPIL afin qu'en cas d'alarme liée à une fuite sur une tuyauterie de remplissage d'un réservoir, l'alimentation de celle-ci soit arrêtée automatiquement, éventuellement après temporisation. Ces dispositions sont tracées à l'aide d'une convention signée par DPC et TRAPIL.

Ces dispositifs sont testés et maintenus périodiquement selon des procédures écrites.

**Les dispositions concernant les deux chaînes de sécurité sont applicables au 31 décembre 2016.**

L'exploitant prend par ailleurs les mesures organisationnelles nécessaires pour interrompre toute fuite d'hydrocarbures de tuyauteries. En fonction de l'ordre de mise en œuvre de chacune des deux mesures précitées, technique ou organisationnelle, la seconde doit permettre d'arrêter la fuite en cas de défaillance de la première. L'exploitant doit être en mesure de mettre en place ces mesures en un temps inférieur à 60 minutes après le début de la fuite.

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées avant le **30 juin 2014** une étude technico-économique concernant la mise en place :

- d'une deuxième chaîne de sécurité permettant de limiter la quantité de produit épandu en cas de fuite, indépendante de la première chaîne de sécurité susmentionnée, déclenchant une alarme auprès de l'exploitant et de la société TRAPIL et la fermeture d'un organe de sectionnement en entrée et en sortie de réservoirs,
- de deux organes de sectionnement indépendants permettant de stopper l'alimentation des tuyauteries de remplissage des réservoirs depuis l'entrée du site et le plus en amont possible sur déclenchement des chaînes de sécurité susvisées. Chaque organe de sectionnement est attaché à une des chaînes de sécurité visées supra.

Cette étude comprend également les éléments permettant d'apprécier l'exclusion des phénomènes dangereux associés à une fuite de tuyauteries de durée inférieure à 60 minutes selon les critères rappelés en annexe 1.

Le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, quels que soient la pression maximale de service et le diamètre, est repris sur un plan à jour disponible dans l'établissement afin de faciliter l'entretien, le contrôle et la réparation en toute sécurité. Ce plan fait mention des pressions de service, des diamètres et du fluide en transit ainsi que de tous les équipements de sécurité et accessoires.

Les tuyauteries non utilisées sont retirées ou à défaut, neutralisées par inertage.

Un contrôle périodique est mis en place. Il a pour objet de vérifier que l'état des tuyauteries leur permet d'être maintenues en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant et qui concerne l'ensemble des tuyauteries quels que soient la pression maximale de service et le diamètre.

Les tuyauteries et leurs supports sont physiquement protégés contre un choc avec un véhicule habituellement présent dans l'établissement et se déplaçant à la vitesse autorisée.

Les phénomènes dangereux d'UVCE/Flash-fire associés aux tuyauteries situées entre la sortie du caniveau visé supra et les postes de chargement des camions-citernes (comprenant également la cuvette de la pomperie d'hydrocarbures)

- ne génèrent pas de distances d'effets supérieures par type d'effets et par seuils d'effets à celles estimées par l'IRSN (Tierce expertise du plan de réduction des risques proposé par la société DPC dans le cadre de l'élaboration du PPRT de son dépôt de Mondeville référencée PSN-RES/SA2I/2013-11) pour les fuites de tuyauteries d'alimentation du PCC,
- maintiennent l'acceptabilité des risques des installations du site selon les critères de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études des dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- ne modifient pas la cartographie des aléas en dehors du site telle qu'annexée au présent arrêté.

Si nécessaire, l'exploitant met en place les mesures de réductions des risques complémentaires appropriées pour atteindre cet objectif. **En cas de nécessité de mettre en place des mesures de maîtrise des risques complémentaires, ces dernières sont installées et rendues opérationnelles avant le 31 décembre 2016. L'exploitant remet avant le 31 décembre 2014 l'étude justifiant le choix des mesures de maîtrises des risques à ajouter ou démontrant, le cas échéant, la suffisance de celles déjà en place.**

»

#### **ARTICLE 3 - CUVETTES ET RESERVOIRS D'HYDROCARBURES DE CATEGORIE B DE TYPE ESSENCE**

Les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux cuvettes de rétention II et III et aux réservoirs dans ces cuvettes :

- ne génèrent pas de distances d'effets supérieures par type d'effets et par seuils d'effets à celles estimées dans l'étude Bureau Veritas du 12 août 2009,
- maintiennent l'acceptabilité des risques des installations du site selon les critères de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études des dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- ne modifient pas la cartographie des aléas en dehors du site telle qu'annexée au présent arrêté.

Si nécessaire, l'exploitant met en place les mesures de réductions des risques complémentaires appropriées pour atteindre cet objectif. **En cas de nécessité de mettre en place des mesures de maîtrise des risques complémentaires, ces dernières sont installées et rendues opérationnelles avant le 31 décembre 2016. L'exploitant remet avant le 31 décembre 2014 l'étude justifiant le choix des mesures de maîtrises des risques à ajouter ou démontrant, le cas échéant, la suffisance de celles déjà en place.**

#### **ARTICLE 4 - RESSOURCES EN EAU**

Le premier alinéa de l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 est remplacé par :

«

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie.

»

## **ARTICLE 5 - ÉCHÉANCES**

L'exploitant doit respecter les échéances du présent arrêté rappelé dans le tableau suivant. Pour le détail des prescriptions, il faut se référer à l'article correspondant.

<b>Echéance</b>	<b>Référence de l'article du présent arrêté</b>	<b>Objet de la prescription</b>
30/06/14	Article 2	Etude technico-économique concernant la mise en place d'une deuxième chaîne de sécurité indépendante de la première et la mise en place de deux organes de sectionnement indépendants permettant de stopper l'alimentation des tuyauteries de remplissage des réservoirs depuis l'entrée du site et le plus en amont possible sur déclenchement des détections de fuite. Cette étude comprend également les éléments permettant d'apprécier l'exclusion des phénomènes dangereux associés à une fuite de longue durée de tuyauteries selon les critères rappelés en annexe 1.
31/12/2014	Article 2	Etude de réduction des risques complémentaires concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux fuites d'hydrocarbures sur les tuyauteries situées dans le caniveau ou démonstration de la suffisance des mesures déjà en place.
31/12/2014	Article 2	Etude de réduction des risques complémentaires concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux fuites d'hydrocarbures sur les tuyauteries situées entre la sortie du caniveau et les postes de chargement des camions-citernes ou démonstration de la suffisance des mesures déjà en place.
31/12/2014	Article 3	Etude de réduction des risques complémentaires concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux cuvettes de rétention II et III et aux réservoirs dans ces cuvettes ou démonstration de la suffisance des mesures déjà en place.
31/12/2016	Article 2	Mise en place sur tout le tracé des tuyauteries susvisées d'un caniveau dont le volume global du caniveau doit permettre de contenir une fuite d'une durée minimale de 60 minutes.
31/12/2016	Article 2	Mise en place le cas échéant de la mesure de réduction des risques complémentaire concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux fuites d'hydrocarbures sur les tuyauteries situées dans le caniveau.
31/12/2016	Article 2	Mise en place des deux chaînes de sécurité.
31/12/2016	Article 2	Mise en place le cas échéant de la mesure de réduction des risques complémentaire concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux fuites d'hydrocarbures sur les tuyauteries situées entre la sortie du caniveau visé supra et les postes de chargement des camions-citernes.
31/12/2016	Article 3	Mise en place le cas échéant de la mesure de réduction des risques complémentaires concernant les phénomènes dangereux d'UVCE/flash-fire associés aux cuvettes de rétention II et III et aux réservoirs dans ces cuvettes.

## **ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### **ARTICLE 7 - SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'Environnement pourront être appliquées.

#### **ARTICLE 8 - PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à la société DPC et publié au recueil des actes administratifs du Calvados. Un extrait sera publié sur le site internet de la préfecture du Calvados et affiché à la mairie de Mondeville pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale y est déposée et mise à disposition de tout intéressé. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### **ARTICLE 9 - EXECUTION AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur départemental de la sécurité publique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie, inspecteur de l'environnement en matière industrielle et le maire de Mondeville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté ;

Fait à Caen, le 09 janvier 2014

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Bernard BOBIN

## Annexe 1

### Critère d'exclusion des phénomènes dangereux du PPRT

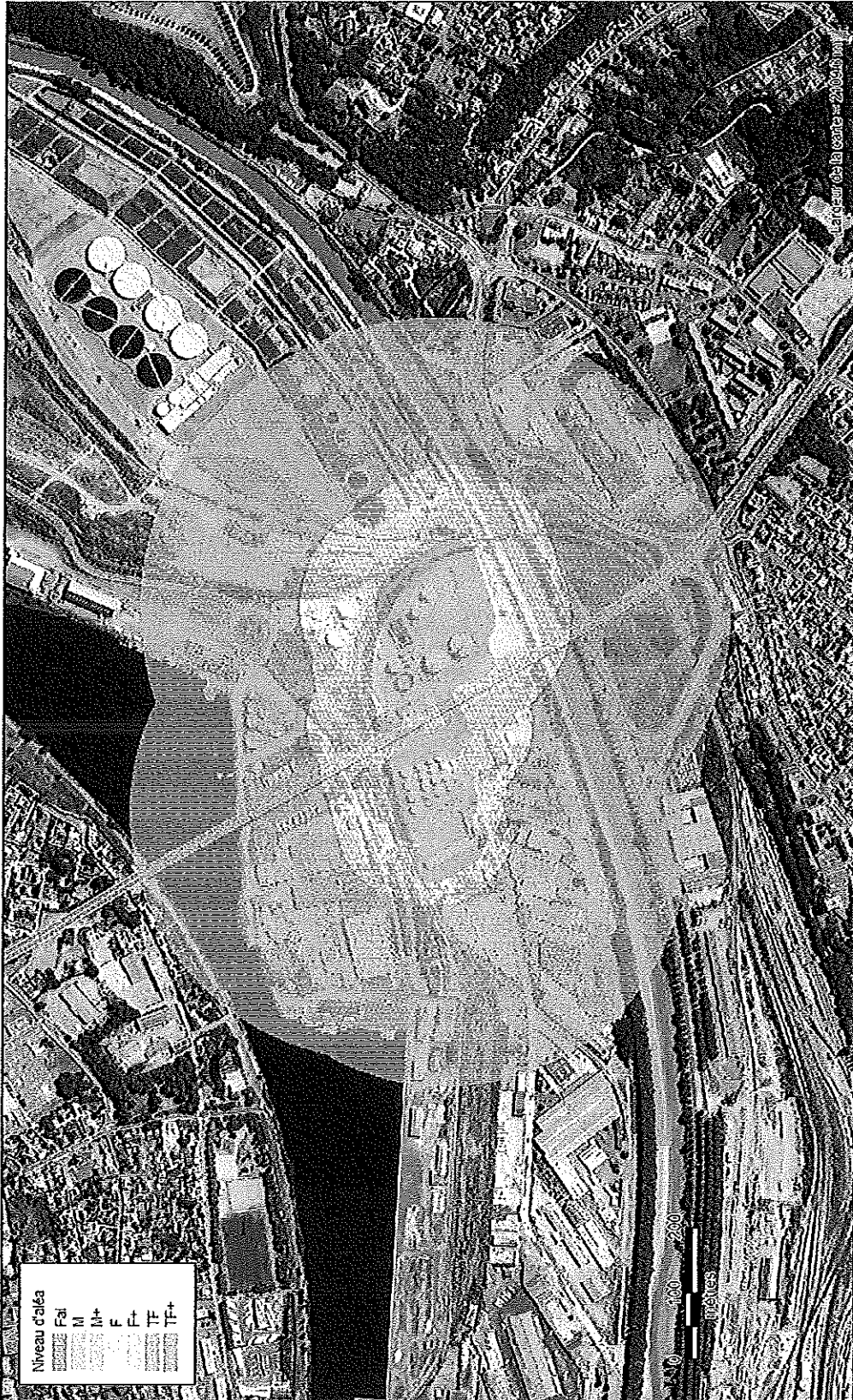
Seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus du champ du PPRT, en application de la règle suivante. Les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- cette classe de probabilité repose sur une mesure de maîtrise des risques passive vis à vis de chaque scénario identifié ;
- ou que cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques pour chaque scénario identifié et que la classe de probabilité de chacun des scénarios menant à ce phénomène dangereux reste en E même lorsque la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1.

Annexe 2

Cartographie des aléas retenue pour l'élaboration du PPRT

PPRT de MONDEVILLE (DPC)  
Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



Niveau d'aléa	
Fol	Fol
M	M
M+	M+
F	F
F+	F+
TF	TF
TF+	TF+



Sources: ©IGN-SDORTHO©2005  
Rédaction/Édition: DREAL Basse-Normandie - 13/11/2013 - I-MAPINFO V 9 - SIGALEA V 4.0.4 - ©NERIS 2011



PREFECTURE CALVADOS

## **Arrêté n °2014009-0004**

**signé par**  
**Jean- Bernard BOBIN, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados**

**le 09 Janvier 2014**

**PREFECTURE DU CALVADOS**  
**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES, DE LA COORDINATION ET DU**  
**DEVELOPPEMENT**  
**Bureau de l'Environnement et du Développement Durable**

ARRETE DE PRESCRIPTIONS  
COMPLEMENTAIRES DU 09 JANVIER  
2014 CONCERNANT LA SOCIETE LES  
COMBUSTIBLES DE NORMANDIE (LCN)  
A MONDEVILLE

<b>TITRE 1 - PORTÉE DU PRESENT ARRETE ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
CHAPITRE 1.1 - GÉNÉRALITÉS.....	5
CHAPITRE 1.2 - INSTALLATIONS CLASSÉES RÉPERTORIÉES DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	5
CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.4 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	6
Article 1.4.1 - Mise à jour des études des dangers et d'impact.....	6
Article 1.4.2 - Équipements abandonnés.....	6
Article 1.4.3 - Cessation d'activité.....	6
Article 1.4.4 - Vente des terrains.....	7
CHAPITRE 1.5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	7
CHAPITRE 1.6 - RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....	7
CHAPITRE 1.7 - SANCTIONS.....	8
CHAPITRE 1.8 - PUBLICITÉ.....	8
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	9
Article 2.1.1 - Objectifs généraux.....	9
Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation.....	9
CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	9
Article 2.3.1 - Propreté.....	9
Article 2.3.2 - Esthétique.....	9
CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	9
CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	9
Article 2.5.1 - Déclaration et rapport.....	9
CHAPITRE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 - PRINCIPES DIRECTEURS.....	11
CHAPITRE 3.2 - CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	11
Article 3.2.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement	11
Article 3.2.2 - Zonage des dangers internes à l'établissement.....	12
Article 3.2.3 - Information préventive sur les effets dominos externes.....	12
CHAPITRE 3.3 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	12
Article 3.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement.....	12
Article 3.3.2 - Bâtiments et locaux.....	13
Article 3.3.3 - Installations électriques - mise à la terre.....	13
Article 3.3.4 - Protection contre la foudre.....	13
Article 3.3.5 - Séismes.....	14
Article 3.3.6 - Autres risques naturels.....	14
CHAPITRE 3.4 - GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....	14
Article 3.4.1 - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	14
Article 3.4.2 - Interdiction de feux.....	15
Article 3.4.3 - Formation du personnel.....	15
Article 3.4.4 - Travaux d'entretien et de maintenance.....	15
CHAPITRE 3.5 - MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	16
Article 3.5.1 - Liste de Mesures de Maîtrise de Risques.....	16
Article 3.5.2 - Domaine de fonctionnement sûr des installations.....	16
Article 3.5.3 - Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques.....	16
Article 3.5.4 - Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques.....	17
Article 3.5.5 - Utilités destinées à l'exploitation des installations.....	17
CHAPITRE 3.6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	17
Article 3.6.1 - Organisation de l'établissement.....	17
Article 3.6.2 - Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	17
Article 3.6.3 - Rétentions.....	18
Article 3.6.4 - Réservoirs - Tuyauteries.....	18
Article 3.6.5 - Règles de gestion des stockages en rétention.....	18
Article 3.6.6 - Transports - chargements - déchargements.....	19
Article 3.6.7 - Élimination des substances ou préparations dangereuses.....	19
CHAPITRE 3.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	19
Article 3.7.1 - Consignes de sécurité.....	19
Article 3.7.2 - Consignes générales d'intervention.....	19
Article 3.7.3 - Protection des milieux récepteurs.....	21



<b>TITRE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>22</b>
CHAPITRE 4.1 – STOCKAGE.....	22
Article 4.1.1 – Mise en place d'événements vis-à-vis du phénomène de pressurisation lente.....	22
Article 4.1.2 – Prévention des débordements de bac.....	22
Article 4.1.3 – Prévention du phénomène d'effets de vague et limitation des conséquences.....	23
CHAPITRE 4.2 – CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT DE LIQUIDES INFLAMMABLES.....	24
Article 4.2.1 – Zone de chargement/déchargement.....	24
CHAPITRE 4.3 – TUYAUTERIES.....	24
Article 4.3.1 – Tuyauteries non utilisées.....	24
Article 4.3.2 – Protection des tuyauteries.....	25
Article 4.3.3 – Plans de repérage.....	25
Article 4.3.4 – Suivi.....	25
Article 4.3.5 – Maîtrise des fuites.....	25
CHAPITRE 4.4 – ARRÊTS D'URGENCE.....	25
CHAPITRE 4.5 – PRÉVENTION DES RISQUES D'IGNITION.....	26



PREFET DU CALVADOS

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE BASSE-NORMANDIE

UNITE TERRITORIALE DU CALVADOS

SB/HS/ - 2013.- A 809

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

-----  
**Société LCN**  
-----

**Commune de MONDEVILLE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BASSE-NORMANDIE,  
LE PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'environnement, notamment les titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties législative et réglementaire du livre V ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 4 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 juin 1995 modifié par l'arrêté préfectoral du 10 avril 1997, autorisant la société LES COMBUSTIBLES DE NORMANDIE à poursuivre l'exploitation de son dépôt d'hydrocarbures implanté en zone portuaire de Mondeville ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2010 concernant les moyens de défense contre l'incendie du dépôt d'hydrocarbures exploité par la société LCN à Mondeville ;

**VU** la mise à jour de l'étude de dangers remise par l'exploitant en janvier 2010, mise à jour en décembre 2012 et complétée le 26 juillet 2013 ;

**VU** l'avis du Service d'Incendie et de Secours du Calvados du 8 juillet 2013 émis sur la dite étude des dangers révisée et complétée ;

**Vu** la consultation du CHSCT du 26 septembre 2013,

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 29 novembre 2013,

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Calvados, lors de sa réunion du 17 décembre 2013,

**CONSIDERANT** les termes de l'article R.512-31 du Code l'environnement qui disposent que des arrêtés complémentaires peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

**CONSIDERANT** que l'examen de l'étude de dangers susmentionnée conduit à la prescription de mesures complémentaires nécessaires à la limitation des risques générés par l'établissement ;

**CONSIDERANT** la nature des risques liés à l'installation, notamment de certains phénomènes accidentels, présentés dans l'étude de dangers susmentionnée du dépôt de liquides inflammables exploité par la société LCN, quai de Calix, à Mondeville, dont les conséquences humaines et environnementales potentielles dépasseraient les limites de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant le 19 décembre 2013 ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

# ARRÊTE

## TITRE 1 - PORTÉE DU PRESENT ARRETE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 - GÉNÉRALITÉS

La société LCN, dont le siège social est situé 4, Quai de Normandie à CAEN, représentée par son président, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son dépôt de liquides inflammables sis quai de Calix sur le territoire de la commune de Mondeville, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 juin 1995 modifié susmentionné, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### CHAPITRE 1.2 – INSTALLATIONS CLASSÉES RÉPERTORIÉES DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susmentionné sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)		Nature de l'installation
1432-2-a)	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, lorsque la capacité équivalente totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup>	A	Stockage de liquides inflammables de catégorie C : - 6 réservoirs aériens de distillats (gasoil ou de fioul domestique) (2 réservoirs de 8480 m <sup>3</sup> , 1 réservoir de 1420 m <sup>3</sup> , 1 réservoir de 360 m <sup>3</sup> et 2 réservoirs de 110m <sup>3</sup> ) - 1 citerne d'additifs d'une capacité totale de 6 m <sup>3</sup> - 50 fûts de 200 litres d'additifs.  Soit une capacité totale maximum de 18973 m <sup>3</sup> , représentant une quantité équivalente de 3796 m <sup>3</sup> .
1434-2	Installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	A	9 pompes de chargement des véhicules citernes de 150 m <sup>3</sup> /h.  Alimentation du dépôt par pipeline ou par camions.

- A : régime d'autorisation préfectorale

L'établissement est classé en "seuil bas" au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement. »

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de l'arrêté du 8 juin 1995 modifié susmentionné, du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.4.1 - Mise à jour des études des dangers et d'impact**

Les études des dangers et d'impact sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 1.4.2 - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 1.4.3 - Cessation d'activité**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et doit comprendre notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la coupure des énergies (eau, gaz et électricité) ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

Lors de la notification adressée au préfet, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En cas de cessation définitive d'activité, même partielle, conduisant à la libération de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage et lorsque les types d'usage futur sont déterminés, dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ou en application de l'article R. 512-39-2 précité, l'exploitant transmet en outre au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, comprenant notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Lorsque la cessation d'activité concerne des installations soumises à l'acquittement d'une taxe générale sur les activités polluantes assise sur l'exploitation d'un établissement (dite "TGAP à l'exploitation" – art. 266 sexies et suiv. du Code des Douanes), l'exploitant dépose une déclaration auprès du service des douanes dans les trente jours qui suivent la date de fin de son activité. Une copie de la déclaration est adressée à l'Inspection des Installations Classées.

#### **Article 1.4.4 - Vente des terrains**

En cas de vente des terrains, l'exploitant est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ces installations.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

#### **CHAPITRE 1.5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le Tribunal administratif de Caen :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Il peut également, dans ces délais, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de département ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des Installations Classées. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux. En cas d'exercice successif d'un recours gracieux puis d'un recours hiérarchique, ce délai n'est reporté qu'une fois.

#### **CHAPITRE 1.6 - RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail et le Code Général des Collectivités Territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant devra respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

L'exécution des travaux, de diagnostics, de fouilles ou mesures éventuelles de conservation, prescrits par ailleurs au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à tous travaux de terrassement (y compris phase de découverte) dans les limites foncières correspondant aux activités autorisées par le présent arrêté.

#### **CHAPITRE 1.7 - SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'Environnement pourront être appliquées.

#### **CHAPITRE 1.8 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera notifié à la société LCN et publié au recueil des actes administratifs du Calvados. Un extrait sera publié sur le site internet de la préfecture du Calvados et affiché à la mairie de Mondeville pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale y est déposée et mise à disposition de tout intéressé. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments ainsi que les éléments du patrimoine archéologique.

#### Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit pour l'ensemble des installations des consignes d'exploitation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, en particulier pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ....

### CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

#### Article 2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

#### Article 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

### CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

#### Article 2.5.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.



Une liste non exhaustive des événements à déclarer est donnée ci-dessous :

- événements ayant eu des conséquences humaines, environnementales, sociales ou économiques ;
- événements ayant nécessité l'intervention des services externes d'incendie et de secours ;
- événements perceptibles de l'extérieur de l'établissement ;
- rejets non autorisés de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les dossiers d'extension et de modification ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, sous réserve que des dispositions soient prises pour la sauvegarde des données ;

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS

---

### **CHAPITRE 3.1 - PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. En particulier, les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Les installations du dépôt doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs et la décrit dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article R.512-9 du Code de l'Environnement.

L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

Tout au long de la vie de l'installation, l'exploitant veille à l'application de la politique de prévention des accidents majeurs et s'assure du maintien du niveau de maîtrise du risque.

### **CHAPITRE 3.2 - CARACTÉRISATION DES RISQUES**

#### **Article 3.2.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4412-38 du Code du Travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

Conformément aux dispositions des articles 3 et 10 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susmentionné, l'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement (nature, état physique et quantité maximale susceptible d'être présente) et relevant d'une rubrique figurant dans la première colonne du tableau de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé. Un recensement actualisé ainsi que l'(les) activité(s) de l'établissement est transmis au préfet avant le 31 décembre 2014, puis suivant la périodicité des textes en vigueur.

### **Article 3.2.2 - Zonage des dangers internes à l'établissement**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, chaînage, ...) et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (par exemple atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un plan de ces zones.

### **Article 3.2.3 - Information préventive sur les effets dominos externes**

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations.

Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

## **CHAPITRE 3.3 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **Article 3.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,5 mètres. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

En ce qui concerne les accès permanents pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles, quelles que soient les conditions de vent, l'exploitant se conformera aux textes en vigueur. Ces accès sont conçus pour pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

L'accès à l'établissement doit être réglementé.

Toutes les dispositions sont prises afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux installations du dépôt.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Conformément à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, en dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance, par gardiennage ou par télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur le dépôt, dans un délai maximal de trente minutes en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Sans préjudice des réglementations relatives aux liquides inflammables, les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayon intérieur de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

### **Article 3.3.2 - Bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation ou protégés en conséquence.

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et construits pour offrir une protection suffisante vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **Article 3.3.3 - Installations électriques - mise à la terre**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant tiendra ce rapport à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

### **Article 3.3.4 - Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les installations du dépôt font l'objet d'une analyse du risque foudre (ARF) et d'une étude technique définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection contre les effets de la foudre, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Les moyens de prévention et/ou de protection sont installés par un organisme compétent. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord dont les chapitres sont rédigés lors de l'étude technique est tenu à jour par l'exploitant. Ces moyens sont contrôlés par un organisme compétent distinct de l'installateur, de façon complète, six mois au plus après leur installation, puis visuellement tous les ans et complètement tous les deux ans.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Les paratonnerres à source radioactive sont interdits.

#### **Article 3.3.5 - Séismes**

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

#### **Article 3.3.6 - Autres risques naturels**

Les installations sont protégées contre les conséquences éventuelles d'une inondation. Il s'agit en particulier des agressions possibles liées aux objets flottants, des affaissements des infrastructures de soutien pour les canalisations, de la défaillance des installations électriques, de la dégradation des moyens de défense contre l'incendie ou des moyens d'assainissement du dépôt. Le plan d'opération interne (POI) intègre les dispositions permettant de faire face à cette éventualité.

### **CHAPITRE 3.4 - GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

#### **Article 3.4.1 - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...), dont le dysfonctionnement aurait par son développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou "permis de feu" ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le Code de l'Environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles installations, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'installations nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

#### **Article 3.4.2 - Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **Article 3.4.3 - Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention du dépôt ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

#### **Article 3.4.4 - Travaux d'entretien et de maintenance**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et désignée par l'exploitant.

##### **a - Permis d'intervention ou permis de feu**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulière.

Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance. L'impossibilité de réaliser ces travaux hors de l'installation ou des zones à risques sera notamment justifiée ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;

- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

## **CHAPITRE 3.5 - MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

### **Article 3.5.1 - Liste de Mesures de Maîtrise de Risques**

L'exploitant établit la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui s'y rapportent. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

### **Article 3.5.2 - Domaine de fonctionnement sûr des installations**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité et sans procédure préalablement définie.

### **Article 3.5.3 - Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée et transmet à l'inspection des installations classées pour le 31 mars au plus tard :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Ces dispositions ne dispensent pas de l'information de l'inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident, telle que prévue à l'article 2.5 du présent arrêté.

#### **Article 3.5.4 - Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques**

Conformément à l'étude de dangers susmentionnée et, le cas échéant, en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme dans les bureaux du dépôt.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'emplacement de ces détecteurs est repéré sur des plans tenus à jour par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

#### **Article 3.5.5 - Utilités destinées à l'exploitation des installations**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les mesures de maîtrise des risques retenues dans l'étude des dangers.

### **CHAPITRE 3.6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **Article 3.6.1 - Organisation de l'établissement**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les installations, parties d'installations, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Une consigne doit préciser les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 3.6.2 - Étiquetage des substances et préparations dangereuses**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.



À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### **Article 3.6.3 - Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour leur éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Conformément à l'article 3.5.4., les rétentions sont équipés de détecteurs d'hydrocarbures.

### **Article 3.6.4 – Réservoirs - Tuyauteries**

L'étanchéité des réservoirs ou tuyauteries est vérifiée, notamment dans le cadre des inspections réalisées en application de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2012 susmentionné et des articles 4 à 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susmentionné.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

### **Article 3.6.5 - Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions des arrêtés en vigueur.

### **Article 3.6.6 - Transports - chargements - déchargements**

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

### **Article 3.6.7 - Élimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. Toute autre solution de traitement doit être justifiée auprès de l'inspection et respecter les dispositions du présent arrêté.

## **CHAPITRE 3.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions des arrêtés préfectoraux du 8 juin 1995 et du 28 juillet 2010 s'appliquent.

### **Article 3.7.1 - Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction, hors le cas où un permis de feu a été délivré, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir le transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **Article 3.7.2 - Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire de celles-ci. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

#### **a - Système d'alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

#### **b - Plan d'opération interne**

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, sauf dans le cas d'engagement de moyens de secours publics, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) par le préfet. Il met en œuvre les moyens humains et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre, à l'extérieur du dépôt, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et, le cas échéant, au PPI, en application de l'article 1 du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 susmentionné et de l'article R.512-29 du Code de l'Environnement.

Le POI est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;
- la formation du personnel intervenant ;
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'actualité de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour chaque phénomène dangereux envisagé, les courbes de montée en puissance des moyens de secours sont annexées au POI. Le POI comporte en particulier une fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas d'épandage massif d'hydrocarbures en et hors rétention.

### **Article 3.7.3 - Protection des milieux récepteurs**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432, et notamment celles de son article 54, la capacité de ce bassin susceptible de recevoir simultanément des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- soit la somme du volume des eaux d'extinction de l'incendie le plus pénalisant et du volume des premiers flots de la pluie annuelle sur les surfaces imperméabilisées ;
- soit le volume des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées.

**L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments attestant du respect de cette capacité minimale.**

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Sur détection d'hydrocarbures en amont de séparateurs d'hydrocarbures, l'ensemble des effluents (eau polluées, eau d'extinction, fuite d'hydrocarbures...) sont orientés automatiquement vers le bassin.

Une consigne qui indique la procédure permettant, en cas de lutte contre l'incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur est établie, intégrée dans les procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail. Cette consigne est tenue à jour.

La vidange du bassin suivra les principes imposés pour le traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

## TITRE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 4.1 – STOCKAGE

Les installations de stockage de liquides inflammables respectent les dispositions suivantes sans préjudices des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Article 4.1.1 – Mise en place d'événements vis-à-vis du phénomène de pressurisation lente

Sans préjudice des autres dispositions applicables aux systèmes de respiration des bacs, les bacs à toit fixe du dépôt de Mondeville sont équipés d'un dispositif d'événement d'une surface supérieure ou égale à celle obtenue conformément à la méthodologie indiquée en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisée. Ces dispositifs seront également correctement construits, installés et maintenus dans le temps. Le délai de mise en œuvre pour les bacs non équipés à la date du présent arrêté est le suivant :

Repère du bac	Echéance
A	2015
B	2015
C	2016
D	Réservoir équipé
E	2016
F	2016

#### Article 4.1.2 – Prévention des débordements de bac

Les réservoirs de liquides inflammables sont équipés :

- d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception)
- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :
  - indépendante du dispositif de mesure du niveau ;
  - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
  - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :
    - génère une alarme visuelle et sonore ;
    - génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;
    - stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;
    - positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vanne, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre.
- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :
  - indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;
  - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
  - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;
  - positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir.

Les réservoirs réceptionnant les produits par camions-citerne et ne réceptionnant pas des produits par pipeline peuvent n'être équipés que :

- d'une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ;
- ou d'un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;
- ou d'une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.

#### **Article 4.1.3 – Prévention du phénomène d'effets de vague et limitation des conséquences**

##### **a – Prévention des ruptures au niveau de la robe des bacs (appelée « rupture ZIP »)**

Les réservoirs respectent :

- soit les normes API650 (neuvième édition ou postérieure) ou du CODRES (version 1991 ou postérieure).
- soit la réalisation d'un test hydraulique sous 10 ans sauf en cas de présentation par l'exploitant d'une technique apportant les mêmes garanties sur la conception. Si un test hydraulique a été mené au cours de la vie du bac sans changement postérieur à son usage, un nouveau test hydraulique n'est pas requis. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le compte rendu de ce test.

Pour la surveillance et les inspections, dans les limites des capacités techniques et sous réserve d'autres méthodes permettant d'atteindre la même efficacité, lors des arrêts périodiques :

- les phases de maintenance sont réalisées dans le respect des bonnes pratiques, par exemple celles décrites dans la norme API653,
- un contrôle visuel de l'état de la robe est mené sur l'intégralité de la robe, complété si nécessaire par le contrôle par appareillage mentionné au point suivant ;
- un contrôle par appareillage (type scanner et/ou ultra-sons) de l'épaisseur de la robe sur les parties les plus sensibles, comprenant au moins les viroles les plus basses, est réalisé,
- un contrôle des soudures sensibles est mené selon les techniques les plus avancées disponibles (par exemple magnétoscopie et/ou ressuage).

Dès qu'une situation à risque est détectée par la surveillance et les contrôles, les corrections, réparations et/ou remplacements nécessaires sont mis en œuvre et contrôlés selon des procédures adaptées.

Un compte rendu détaillé décrivant les modalités de contrôles et les résultats est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### **b – Prévention des ruptures robe / fond et des fuites de tôles de fond**

Pour la surveillance et les inspections, sauf en cas de présentation par l'exploitant d'une technique apportant une efficacité au moins équivalente :

- les phases de maintenance sont réalisées dans le respect des bonnes pratiques, par exemple celles décrites dans la norme API653,
- un contrôle visuel de l'état de l'intégralité des tôles du fond et la partie en liaison avec la robe est mené, complété si nécessaire par le contrôle par appareillage mentionné au point suivant ;
- un contrôle par appareillage (par exemple scanner et/ou ultra-sons) de l'épaisseur de la totalité de la surface de ces tôles est réalisé,
- un contrôle de toutes les soudures sur ces tôles est mené selon les techniques les plus avancées disponibles (par exemple magnétoscopie, ressuage ou boîte à vide),
- des contrôles sur les assises du bac (notamment géométriques) sont effectués.

Par ailleurs, entre les arrêts périodiques, des contrôles réguliers géométriques des bacs sont menés, sous réserve d'autres dispositions techniques à l'efficacité équivalente. Une veille de l'ensemble des techniques de détection à distances des cavités et défauts de liaisons robes-fonds est réalisée par l'exploitant afin de pouvoir mettre en œuvre ces techniques dès lors qu'elles sont validées par la profession ou codifiées.

Dès qu'une situation à risque est détectée par la surveillance et les contrôles, les corrections, réparations et/ou remplacements nécessaires sont mis en œuvre et contrôlés selon des procédures adaptées.

Un compte rendu détaillé décrivant les modalités de contrôles et les résultats est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **c – Limitation des conséquences**

Les cuvettes de rétention sont dimensionnées afin de résister à la sollicitation du liquide en cas d'épandage. L'exploitant recense les moyens matériels adaptés destinés à limiter les conséquences sur l'environnement d'un épandage massif d'hydrocarbures (pompes, barrages flottants, absorbants...) de façon à pouvoir en disposer dans des délais compatibles avec la limitation des conséquences.

### **d – Etude sur l'effet de vague**

L'exploitant réalise **avant le 8 octobre 2015** une étude technico-économique sur les solutions permettant de limiter les conséquences en cas d'effet de vague. Cette étude a pour objectif d'atteindre les résultats suivants :

- mise à jour, le cas échéant, de l'étude sur la résistance mécanique des parois de la cuvette,
- configuration de la cuvette afin d'éviter une surverse en cas de vague consécutive à une rupture robe/fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond,
- mise en place d'une configuration (naturelle ou suite à travaux de génie civil) de confinement supplémentaire au-delà de la seule cuvette pour limiter la surface d'épandage de liquide ayant fait l'objet d'une surverse au-dehors de la cuvette.

Les résultats de l'étude et, le cas échéant, les propositions d'action, assorties d'un échéancier de réalisation, sont transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise **avant le 8 octobre 2015**, l'estimation des effets associés à l'effet de vague dans la configuration du site au jour de l'étude.

## **CHAPITRE 4.2 – CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT DE LIQUIDES INFLAMMABLES**

Les installations de chargement ou de déchargement respectent les dispositions suivantes sans préjudices des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 4.2.1 – Zone de chargement/déchargement**

Les aires de chargement ou de déchargement de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires.

Les aires de chargement ou de déchargement peuvent être ceinturées de caniveaux de collecte et reliées à une rétention déportée répondant aux prescriptions du présent article. La zone de collecte délimitée par les caniveaux est conçue et dimensionnée au vu des conclusions de l'étude de dangers.

Les rétentions mises en place afin de répondre aux dispositions des deux alinéas précédents répondent aux dispositions suivantes :

- elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;
- elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Conformément à l'article 3.5.4., les rétentions sont dotées de détecteurs d'hydrocarbures.

## **CHAPITRE 4.3 – TUYAUTERIES**

### **Article 4.3.1 – Tuyauteries non utilisées**

Les tuyauteries non utilisées sont retirées ou à défaut, neutralisées par un solide physique inerte.

### **Article 4.3.2 – Protection des tuyauteries**

Les tuyauteries et leurs supports sont physiquement protégés en tout point de leur tracé contre un choc avec un véhicule habituellement présent dans l'établissement et se déplaçant à la vitesse autorisée. Ces dispositions consistent notamment à mettre en place sur le dépôt des dispositifs de protection appropriés (enrochement, barrières de sécurité, ...) et des règles de circulation adaptées (consignes et signalisation limitant la vitesse des véhicules, repérage au sol des limites des voies de circulation,...).

### **Article 4.3.3 – Plans de repérage**

Le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, quels que soient la pression maximale de service et le diamètre, est repris sur un plan à jour disponible dans l'établissement afin de faciliter l'entretien, le contrôle et la réparation en toute sécurité. Ce plan fait mention des pressions de service, des diamètres et du fluide en transit ainsi que de tous les équipements de sécurité et accessoires.

### **Article 4.3.4 – Suivi**

Un contrôle périodique est mis en place. Il a pour objet de vérifier que l'état des tuyauteries leur permet d'être maintenues en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant et qui concerne l'ensemble des tuyauteries quels que soient la pression maximale de service et le diamètre.

### **Article 4.3.5 – Maîtrise des fuites**

Les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine une tuyauterie à l'intérieur du dépôt doivent être contenues de façon appropriée sur le site. A cette fin, ces fuites seront contenues soit dans les rétentions prescrites pour les réservoirs de liquides inflammables, soit dans les rétentions prescrites pour la zone de chargement ou de déchargement et dans le bassin de rétention du site. Les volumes des rétentions doivent être compatibles avec celui épandu pendant la durée de fuite des tuyauteries explicitée ci-dessous.

En dehors des périodes de transferts, les vannes de pied de bac (entrée et sortie) et les vannes d'arrivée de TRAPIL sont fermées. L'exploitant prend les dispositions permettant de vérifier lors de rondes, la fermeture effective des vannes. Une convention entre LCN et TRAPIL est établie prévoyant la fermeture des vannes de transfert en dehors des opérations de remplissage et les opérations de maintenance et de test.

Pendant les opérations de transfert (alimentation par pipeline TRAPIL, transferts de bac à bac ou vers les postes de chargement), une surveillance est conduite afin de détecter toute fuite et de stopper le transfert en cours pour arrêter la fuite. L'exploitant prend les dispositions en interne et auprès de la société TRAPIL afin qu'en cas de fuite sur une tuyauterie de remplissage d'un réservoir, l'alimentation de celle-ci soit arrêtée. Ces dispositions sont tracées à l'aide d'une convention signée par DPC et TRAPIL.

Le site dispose de détecteurs d'hydrocarbures liquides dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques des produits. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments en attestant.

Sur détection, l'arrêt de tous mouvements d'hydrocarbures (y compris la vidange gravitaire des bacs) est déclenché automatiquement, éventuellement après temporisation.

L'exploitant prend les mesures organisationnelles nécessaires pour interrompre toute fuite d'hydrocarbures de tuyauteries. En fonction de l'ordre de mise en œuvre de chacune des deux mesures précitées, technique ou organisationnelle, la seconde doit permettre d'arrêter la fuite en cas de défaillance de la première. L'exploitant doit être en mesure de mettre en place ces mesures en un temps le plus réduit possible et au plus égal à 60 minutes après le début de la fuite.

## **CHAPITRE 4.4 – ARRÊTS D'URGENCE**

Le site dispose de boutons d'arrêt d'urgence judicieusement placés déclenchant une alarme et permettant d'arrêter tout mouvement de produit sur le site.



#### CHAPITRE 4.5 – PRÉVENTION DES RISQUES D'IGNITION

Afin de limiter la probabilité d'ignition à l'intérieur du dépôt, les équipements implantés ou utilisés dans les rétentions des bacs d'hydrocarbures ou à l'intérieur des zones susceptibles d'être atteintes par des hydrocarbures en cas de fuite sur pompes, tuyauteries, ... sont au moins conformes aux exigences d'une zone ATEX de type 2. Toutes les procédures et consignes encadrant les opérations et interventions ayant lieu sur le dépôt prennent également en compte ce classement ATEX. Une signalétique adaptée permet le repérage aisé de ces zones et des règles qui s'y appliquent.

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie, inspecteur de l'environnement en matière industrielle et le maire de Mondeville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 09 janvier 2014

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Bernard BOBIN